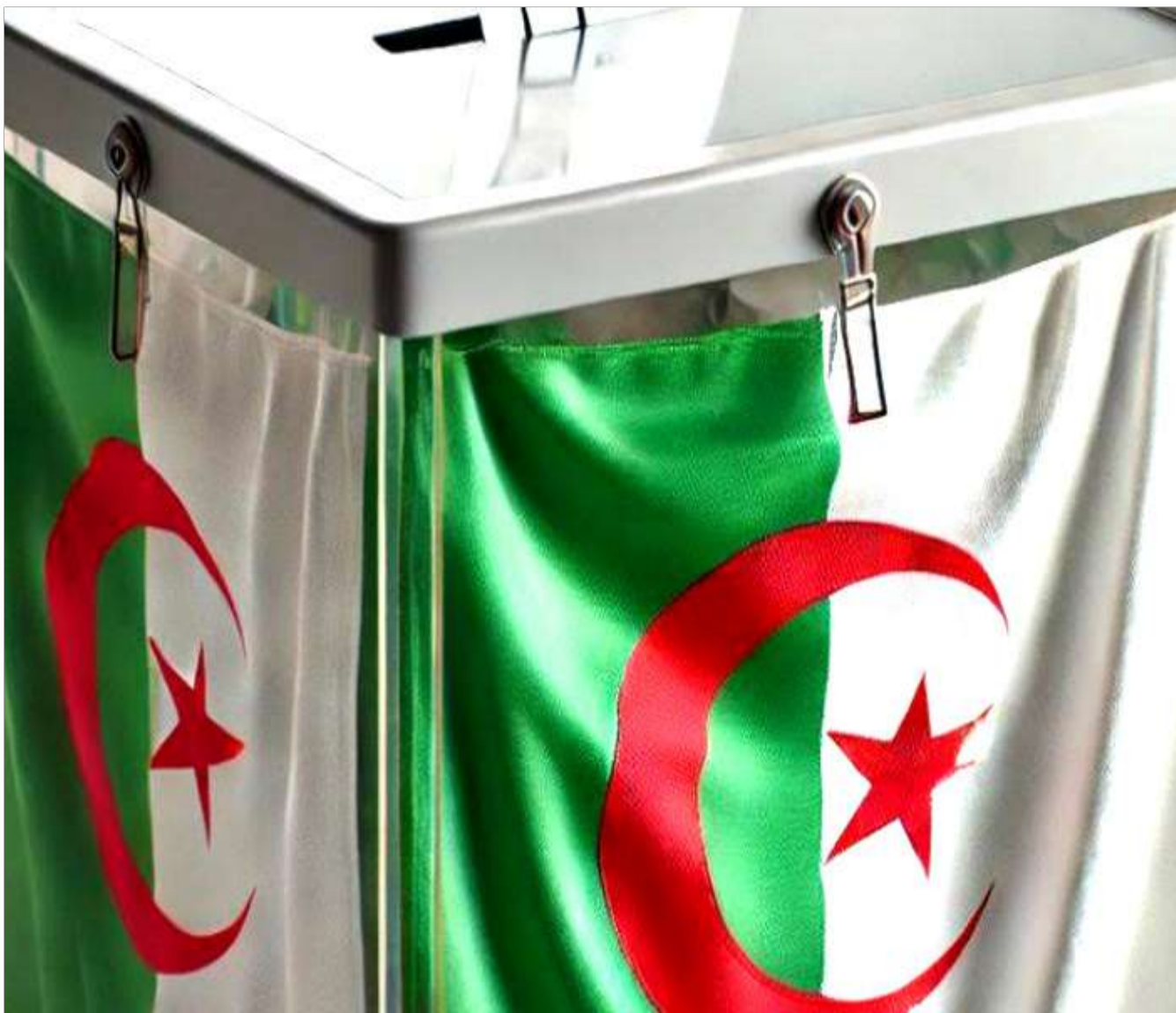


**Législatives
2026**

**CAMPAGNE DES JEUNES
CANDIDATS INDÉPENDANTS**

L'Etat finance

PAGE 3



L'Etat assure le financement L'État prend désormais en charge les dépenses de campagne des candidats indépendants âgés de quarante ans révolus au plus le jour du scrutin.

- Plus de 1 400 dossiers retirés : **Affluence autour des candidatures**
- Echéances électorales : **El Bina dévoile ses priorités**

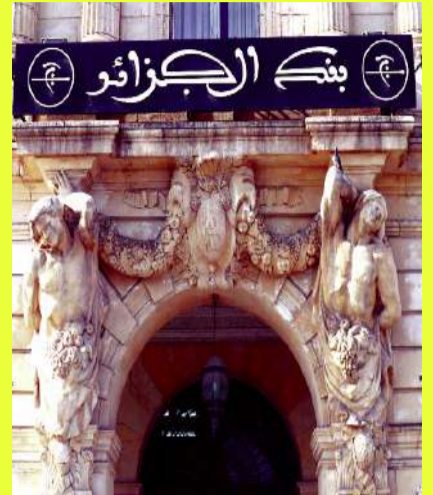
De la diplomatie
aux réalisations concrètes
L'empreinte algérienne en Afrique
PAGE 2



Crise libyenne
Alger et Le Caire
harmonisent leurs positions
PAGE 4



Politique de change
**Une prérogative
de la Banque
d'Algérie**
PAGE 6



L'Algérie accélère
sa transition numérique
**La G5 LTE à
partir de 2027**
PAGE 5

Finale retour de la
Coupe de la CAF :
Zamalek-USMA
**LES ROUGE ET NOIR
Y CROIENT**
PAGE 15



fst
**L'ÉCHO DES
RÉSEAUX SOCIAUX**



L'adieu à deux légendes algériennes
PAGE 13

DE LA DIPLOMATIE AUX RÉALISATIONS CONCRÈTES

L'empreinte algérienne en Afrique

Du Tchad à la Somalie, en passant par le Niger, l'Algérie renforce son ancrage économique et stratégique en Afrique à travers la multiplication de projets structurants, l'intensification des partenariats bilatéraux et l'exportation de son savoir-faire.

« L'Afrique est la profondeur stratégique de l'Algérie. » Derrière cette affirmation à forte portée diplomatique se dessine une orientation de plus en plus structurée, à dimension économique et régionale. Au-delà des conjonctures politiques, Alger multiplie, ces dernières années, les initiatives visant à consolider ses relations avec le continent africain.

Dans un contexte marqué par l'émergence d'un corridor économique reliant l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne, l'Algérie entend tirer parti de sa position géographique pour jouer un rôle central dans les dynamiques d'intégration régionale.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a, d'ailleurs, rappelé que « l'Algérie doit se frayer une place de choix dans son espace africain et ne pas rester à l'écart du continent », soulignant également que le pays est « africain de par son destin et son prolongement ». Une orientation qui traduit une volonté de redéploiement diplomatique et économique vers l'Afrique.

UNE DYNAMIQUE DE PROJETS STRUCTURANTS

Dans cette logique, la coopération entre l'Algérie et le Tchad connaît une accélération notable. À N'Djamena, les deux pays ont signé un accord visant à faciliter la réalisation de projets dans les travaux publics et les infrastructures de base, avec pour objectif de transformer les



engagements politiques en réalisations concrètes. Au cœur de cette dynamique, figure le projet de route transsaharienne reliant le Tchad à l'Algérie. Ce corridor stratégique doit permettre de connecter le Tchad au réseau routier nord-africain et à la Méditerranée, facilitant ainsi les échanges commerciaux et l'intégration régionale. Les autorités des deux pays qualifient ce projet de levier majeur pour le développement des échanges en Afrique. Des équipes techniques algériennes ont déjà entamé des études et des missions d'évaluation sur le terrain.

L'ÉNERGIE COMME LEVIER DE COOPÉRATION

La coopération énergétique constitue également un axe central de ce partena-

riat. À Alger, un accord a été signé entre les autorités algériennes et tchadiennes pour la réalisation d'une centrale électrique de 40 mégawatts à N'Djamena. Le projet sera entièrement réalisé avec des compétences et des équipements algériens à travers Sonelgaz, illustrant la volonté d'exporter le savoir-faire national dans le domaine énergétique. Selon les responsables, la pose de la première pierre est prévue à la mi-juillet pour un chantier estimé à trois mois. Les études techniques ont déjà été finalisées à la suite d'une mission d'experts de Sonelgaz au Tchad. Dans la même logique, les perspectives de coopération englobent la production, le transport et la distribution de l'électricité, ainsi que la formation et la fourniture d'équipements.

SANTÉ, ÉDUCATION ET COOPÉRATION HUMAINE

Au-delà des infrastructures, la coopération s'étend également aux secteurs sociaux. L'Algérie et le Tchad préparent le déploiement de missions médicales algériennes, notamment pour des campagnes de dépistage et des interventions chirurgicales spécialisées, en particulier dans la lutte contre la cécité évitable.

Les deux pays explorent également des pistes de collaboration dans l'enseignement supérieur, notamment à travers l'amélioration de la connectivité numérique, le développement des infrastructures universitaires et la création d'une université virtuelle au Tchad.

UNE VISION AFRICAINE ASSUMÉE

Cette dynamique dépasse le seul cadre bilatéral. Au Niger, des experts ont récemment effectué une mission technique au sein des installations de Sonatrach à Boumerdès, dans le cadre du renforcement des échanges d'expertise dans le secteur des hydrocarbures. À travers ces multiples initiatives, l'Algérie confirme une stratégie fondée sur la coopération Sud-Sud, l'assistance technique et le transfert de compétences. Cette approche vise à renforcer son rôle d'acteur régional tout en accompagnant les dynamiques de développement sur le continent africain.

Smail ROUHA

ÉNERGIE EN AFRIQUE :

Alger-Luanda, l'émergence d'un axe stratégique



L'Algérie et l'Angola franchissent une nouvelle étape dans leurs relations bilatérales. À l'occasion de la visite d'État du président angolais João Lourenço à Alger, en mai 2026, les deux pays ont officialisé un important renforcement de leur coopération, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Plusieurs accords ont été signés dans des domaines clés tels que l'énergie, les mines, les transports et la formation. Ce rapprochement entre deux grandes puissances pétrolières africaines traduit une volonté commune de consolider leur position sur le marché énergétique continental et international, tout en donnant une nouvelle impulsion à la coopération Sud-Sud.

Au cœur de cette dynamique, figurent Sonatrach et Sonangol, les compagnies nationales des deux pays. Les deux

groupes entendent développer des partenariats dans l'exploration, la production, le raffinage et le transport des hydrocarbures, avec un accent particulier sur l'échange d'expertises et la formation des compétences. Les autorités algériennes et angolaises souhaitent également encourager les projets conjoints et renfor-

cer l'intégration industrielle afin de mieux valoriser les ressources énergétiques africaines. Cette coopération s'inscrit dans un contexte international marqué par les mutations du marché énergétique et les enjeux de souveraineté économique.

UN PARTENARIAT AUX ENJEUX CONTINENTAUX

L'alliance entre Alger et Luanda dépasse le seul cadre économique. Elle porte une dimension géopolitique importante. L'Algérie, premier producteur de gaz naturel en Afrique, et l'Angola, acteur majeur du secteur pétrolier africain, cherchent à renforcer le poids du continent dans les grandes décisions énergétiques internationales.

Même après le retrait de l'Angola de OPEP en 2024, les deux pays affichent

leur volonté de coordonner leurs positions sur plusieurs questions stratégiques liées à l'énergie et au développement.

Le partenariat devrait aussi favoriser les échanges économiques dans le cadre de la Zlecaf. L'ouverture prochaine d'une liaison aérienne directe entre Alger et Luanda illustre cette volonté de rapprocher davantage l'Afrique du Nord et l'Afrique australe.

UNE PRÉSENCE RENFORCÉE EN AFRIQUE

Pour Alger, cette coopération s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer son influence économique et diplomatique sur le continent. L'Algérie multiplie ces dernières années les initiatives dans le Sahel et en Afrique subsaharienne, notamment à travers des pro-

jets énergétiques structurants comme le Gazoduc transsaharien.

Le rapprochement avec l'Angola, membre influent de la Sadc, permet également à Alger d'étendre son réseau de coopération vers l'Afrique australe et de consolider son rôle de partenaire stratégique africain.

Si les perspectives apparaissent prometteuses, plusieurs défis demeurent. Le financement des infrastructures, la volatilité des prix du pétrole et les contraintes géopolitiques régionales figurent parmi les principaux enjeux. Malgré ces obstacles, Alger et Luanda affichent une ambition commune : faire de leur partenariat un modèle de coopération africaine fondé sur les intérêts mutuels, le développement et la souveraineté énergétique du continent.

S. R.

OUVERTURE D'UNE AMBASSADE SLOVAQUE

Un nouveau pont entre Alger et Bratislava

L'Algérie et la Slovaquie affichent leur volonté de renforcer leur coopération économique et diplomatique, avec un accent particulier sur l'énergie, l'investissement et le commerce. Lors d'une visite du secrétaire d'État slovaque aux Affaires étrangères, Marek Eštok, à Alger, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à intensifier le dialogue politique et à élargir la coopération bilatérale. Les échanges ont notamment porté sur le rôle de l'Algérie comme fournisseur énergétique stratégique pour l'Europe, ainsi que sur les opportunités d'investissement dans les secteurs de

l'industrie, des technologies, de l'agriculture et de la gestion de l'eau. Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a souligné la dynamique positive des relations entre Alger et Bratislava, appelant à consolider les acquis diplomatiques existants.

L'Algérie a également mis en avant son rôle au Conseil de sécurité de l'ONU (2024-2025) et sa volonté de contribuer aux débats multilatéraux. La Slovaquie, pour sa part, a exprimé son intérêt pour un partenariat plus structuré avec Alger, notamment à travers la mise en place d'une commission économique mixte et l'ouverture prochaine d'une représentation diplomatique en Algérie. Les deux pays envisagent enfin de renforcer leur coopération dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de la sécurité, dans une logique de partenariat élargi et durable.

S. R.

Législatives
2026

CAMPAGNES DES JEUNES CANDIDATS INDÉPENDANTS L'ÉTAT FINANCE

L'État prend désormais en charge les dépenses de campagne des candidats indépendants âgés de quarante ans révolus au plus le jour du scrutin.

Le décret exécutif n°26-173, modifiant et complétant le décret exécutif n° 21-190 du 23 ramadhan 1442 relatif aux modalités de prise en charge par l'État des dépenses de campagne électorale des jeunes candidats indépendants a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel.

Selon les dispositions de ce nouveau décret, l'article 3 est révisé afin de préciser que l'État prend désormais en charge les dépenses de campagne des candidats indépendants âgés de 40 ans au plus le jour du scrutin, dans la limite d'un plafond de trois 300 000 DA. Cette mesure vise à soutenir l'engagement des jeunes dans le processus démocratique et à encourager leur participation active aux élections, en leur offrant une assistance financière concrète pour mener leurs campagnes.

DES PROCÉDURES RENFORCÉES

L'article 5 du même décret détaille la procédure à suivre pour bénéficier de cette prise en charge. Le candidat ou son trésorier de campagne doit déposer un dossier complet auprès du coordinateur de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Le dossier comprend, entre autres, la demande d'aide, le programme électoral, les factures pro forma, la copie des pièces d'identité et le relevé bancaire.



Après vérification de la conformité du dossier, un récépissé est remis au candidat et une copie est conservée. Le coordinateur transmet ensuite le dossier aux services compétents pour l'exécution des dépenses, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Cette procédure vise à garantir la transparence et la traçabilité des dépenses de campagne, tout en assurant un contrôle rigoureux de l'utilisation des fonds publics.

MOBILISATION GÉNÉRALE

De son côté, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination consacrée au suivi de l'installation des 11 nouvelles wilayas et aux préparatifs logistiques des prochaines échéances électorales. Tenue par visioconférence, cette réunion a permis d'évoquer les préparatifs électoraux. Le ministre a insisté sur l'importance de mettre à disposition tous les

moyens nécessaires au profit des coordinateurs de wilaya de l'Anie.

Il a également souligné la nécessité d'une coordination rigoureuse entre tous les acteurs pour assurer la réussite des prochaines échéances électorales. L'accent a été mis sur la mobilisation des moyens logistiques, la préparation des bureaux de vote et la sécurisation du matériel électoral, dans le respect des normes et de la législation en vigueur.

À l'issue de la réunion, Saïd Sayoud a salué les efforts déjà consentis par les walis et les équipes techniques et a appelé à poursuivre le rythme de travail, à intensifier les actions sur le terrain et à finaliser l'ensemble des dispositions dans les délais impartis. Il a rappelé que ces mesures traduisent la volonté de l'État de rapprocher l'administration du citoyen et d'assurer le bon fonctionnement des services publics sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les nouvelles wilayas.

Le décret n° 26-173 et ces actions concomitantes témoignent de la volonté des pouvoirs publics d'encourager la participation des jeunes au processus électoral, tout en garantissant une préparation logistique rigoureuse des nouvelles wilayas, dans un souci de transparence, d'équité et d'efficacité administrative.

Assia M.

PLUS DE 1 400 DOSSIERS RETIRÉS

Affluence autour des candidatures

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a annoncé, jeudi dernier, la publication du bilan préliminaire relatif au retrait et au dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, en prévision des élections législatives prévues le 2 juillet 2026.

Dans un communiqué, l'Anie a précisé que le nombre total de dossiers de déclaration collective de candidature retirés a atteint les 1 474 à travers 69 wilayas. Parmi eux, 1 205 concernent des listes parrainées par 36 partis politiques, un dossier a été retiré pour une liste soutenue par une alliance de partis politiques, tandis que 268 autres concernent des listes indépendantes. L'Anie a également fait état d'un nombre important de formulaires de signatures individuelles retirés, atteignant les 1 874 088.

Pour les circonscriptions électorales à l'étranger, le nombre total de dossiers retirés s'élève à 59, à savoir 52 sous le parrainage de 17 partis politiques et 7

dépôts au titre de listes indépendantes. S'agissant des dossiers effectivement déposés auprès de l'Autorité, le bilan provisoire fait état de 166, avec 139 sous le

parrainage de 11 partis politiques et 27 au titre de listes indépendantes.

L'Autorité nationale indépendante des élections a rappelé que le dernier délai pour le dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature est fixé au lundi 18 mai 2026 à minuit, heure locale.

Par ailleurs, la Cour constitutionnelle a organisé, jeudi dernier, à Alger, sa sixième conférence mensuelle consacrée au thème «Les pouvoirs des autorités publiques dans le processus électoral et dans les domaines de coopération», dans le cadre des préparatifs en cours pour les élections législatives prévues le 2 juillet prochain.

La conférence a été présidée par la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, en présence des membres de la Cour ainsi que de représentants de plusieurs institutions concernées par le processus électoral. Ont notamment pris part à cette rencontre des représentants de l'Autorité nationale indépendante des élections, des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports,

ainsi que de la Justice, de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel et de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel. Des étudiants de plusieurs établissements d'enseignement supérieur ont également assisté à cette conférence, parmi lesquels ceux de l'École supérieure de la magistrature, de l'École nationale d'administration, de l'École nationale supérieure des sciences politiques (ENSSP) et de la Faculté de droit de l'Université d'Alger 1. Répondant aux préoccupations soulevées par certains participants, Leïla Aslaoui a évoqué le rôle et les prérogatives de l'Anie à la lumière des dispositions de la nouvelle loi organique relative au régime électoral. Elle a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait souligné à plusieurs reprises l'importance de cette instance, la qualifiant d'«acquis démocratique pour l'ensemble des Algériens».

Les différentes interventions ont porté sur les procédures et les dispositifs juridiques encadrant les différentes étapes du processus électoral, ainsi que sur les mécanismes de coordination entre les institutions concernées. Les participants ont mis en avant les mécanismes permettant de garantir la transparence et l'intégrité des échéances électorales, conformément aux dispositions de la Constitution et de la loi électorale.

Les débats ont également porté sur la complémentarité entre les différentes instances impliquées dans le processus électoral, notamment à travers la définition des champs de compétence et des prérogatives de chaque institution. Les participants ont examiné plusieurs propositions visant à renforcer la coordination et à assurer une meilleure efficacité dans la gestion des différentes étapes des élections législatives prévues le 2 juillet prochain.

ECHÉANCES ÉLECTORALES

El Bina dévoile ses priorités

Le président du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, a présenté, jeudi dernier, à Alger, les grandes lignes du programme électoral de sa formation en vue des élections législatives du 2 juillet prochain. Celui-ci repose, selon lui, sur «une vision stratégique multidimensionnelle» axée sur le soutien au processus de «l'Algérie victorieuse» et le renforcement du front intérieur. Lors d'une conférence de presse tenue sous le slogan «Mobilisons-nous ensemble... l'Algérie triomphe», le responsable du parti a indiqué que cette vision s'inscrit dans une approche globale visant à accompagner les orientations de l'État et à consolider la stabilité institutionnelle.

Le programme électoral d'El Bina s'articule autour de plusieurs axes, notamment le soutien au processus de l'Algérie victorieuse,

la consolidation des institutions de l'État, le renforcement du front intérieur et la préservation de la mémoire nationale. Sur le plan socio-économique, le mouvement met en avant la promotion d'un développement durable à travers des politiques intégrées, tout en insistant sur la nécessité de renforcer le rôle du Parlement dans ses missions législatives et de contrôle. Il appelle également à une meilleure prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens. Abdelkader Bengrina a, par ailleurs, exhorté les candidats de son parti à faire preuve de responsabilité durant la campagne électorale, appelant au respect de l'éthique politique et à l'adoption d'un discours mesuré, fondé sur la concurrence loyale. Enfin, le président d'El Bina a affirmé l'ambition de renforcer la présence du mouvement à l'échelle nationale, à travers une mobilisation accrue de ses cadres et militants dans les différentes circonscriptions électorales.

CRISE LIBYENNE

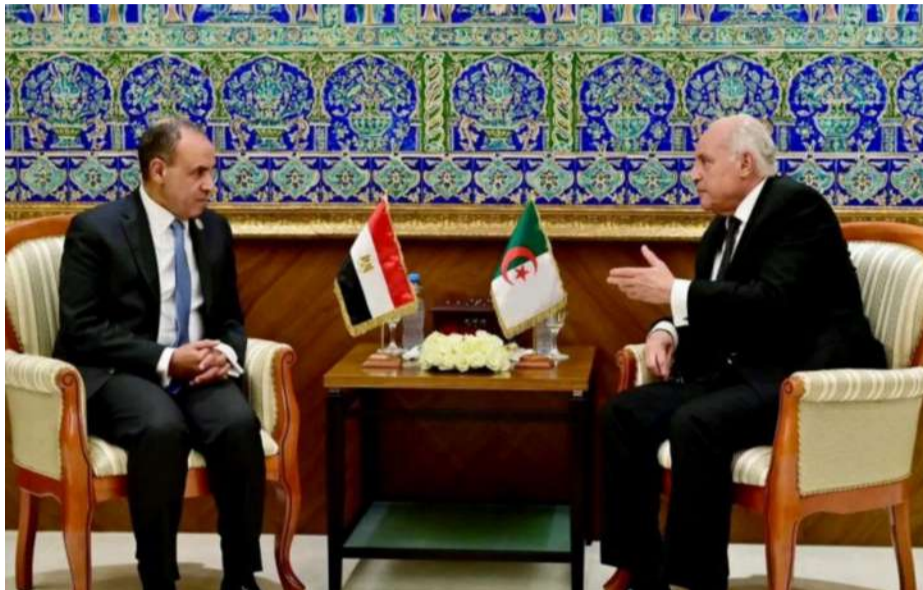
Alger et Le Caire harmonisent leurs positions

L'Algérie et l'Égypte ont réaffirmé leur volonté de parvenir à une solution politique globale en Libye, basée sur le dialogue entre les acteurs libyens et le respect de la souveraineté du pays, conformément aux résolutions internationales en vigueur.

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, s'est entretenu par téléphone avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Expatriés égyptiens, Badr Abdelatty, dans un contexte marqué par la volonté commune de consolider les relations entre Alger et Le Caire et de renforcer la concertation sur les questions régionales.

Au cours de cet échange, les deux responsables ont réaffirmé le caractère profond et fraternel des relations algéro-égyptiennes, fondées sur une longue tradition de solidarité et de convergence de vues sur plusieurs dossiers arabes et africains. Ils ont mis en avant la nécessité de donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale, en élargissant les domaines de partenariat afin de répondre aux aspirations des deux peuples et de consolider les intérêts communs.

Les discussions ont porté sur les perspectives de développement de la coopération dans différents secteurs, notamment économique, politique et diplomatique, avec une insistance particulière sur la coordination permanente entre les deux capitales. Dans ce cadre, les deux ministres ont souligné l'importance de renforcer les



mécanismes de consultation et d'échange afin d'adopter des positions communes face aux défis régionaux et internationaux.

LE MÉCANISME TRIPARTITE DES PAYS VOISINS

La situation en Libye a occupé une place centrale dans l'entretien, ce dossier étant considéré comme une priorité partagée par l'Algérie et l'Égypte. Les deux parties ont

rappelé leur engagement en faveur d'un règlement politique global, fondé sur le dialogue entre les acteurs libyens et le respect de la souveraineté nationale de ce pays, dans le cadre des résolutions internationales pertinentes.

Ils ont également insisté sur le rôle essentiel du mécanisme tripartite regroupant les pays voisins de la Libye, un cadre jugé stratégique pour harmoniser les posi-

tions et renforcer la coordination régionale. Ce mécanisme est perçu comme un instrument permettant de rapprocher les visions et de favoriser une approche commune face à l'évolution de la crise libyenne.

Dans ce contexte, la partie égyptienne a présenté les efforts diplomatiques intensifs menés par Le Caire, à travers des contacts avec divers acteurs internationaux et régionaux, visant à réduire les tensions et à favoriser une désescalade durable dans la région. Elle a réitéré son attachement à la voie du dialogue et de la négociation comme seuls moyens viables pour contenir la crise et éviter une détérioration supplémentaire de la situation.

De son côté, la partie algérienne a réaffirmé sa position constante en faveur d'une solution politique inclusive en Libye, tout en soulignant la nécessité de préserver la stabilité régionale et de renforcer les mécanismes de concertation entre pays concernés.

À l'issue de cet entretien, les deux ministres ont convenu de poursuivre les consultations étroites et de renforcer le travail conjoint, dans la perspective d'élargir les horizons de la coopération bilatérale et de contribuer activement à la promotion de la stabilité et de la sécurité dans la région nord-africaine et arabe.

R. N.

RAYONNEMENT DE L'ALGÉRIE À L'ÉTRANGER Le rôle de la diaspora évoqué

Dans le cadre du renforcement des liens avec la communauté nationale établie à l'étranger, le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a effectué une visite officielle en République de Turquie, visant à consolider le dialogue direct avec les membres de la diaspora algérienne. Lors de ce déplacement, Chaib a rencontré des membres de la communauté nationale relevant de la circonscription du consulat général d'Algérie à Istanbul, en présence du consul

général, Mustapha Boudib. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique engagée par les pouvoirs publics pour maintenir un contact permanent et structuré avec les Algériens établis à l'étranger.

Dans son intervention, le secrétaire d'État a rappelé les orientations des hautes autorités du pays visant à renforcer la proximité avec la diaspora et à consolider les liens d'appartenance à la nation. Il a, à ce titre, salué la forte mobilisation des ressortissants algériens à Ankara lors de la visite officielle du pré-

sident de la République en Turquie du 6 au 8 mai 2026, estimant que cette participation illustre la solidité du lien entre la communauté nationale et son pays d'origine. Chaib a également exprimé la reconnaissance de l'État envers la diaspora algérienne, soulignant son rôle dans le rayonnement de l'Algérie à l'étranger et appelant ses membres à contribuer davantage aux efforts de développement national. Il a insisté sur l'importance de l'exercice des droits constitutionnels et la transmission des valeurs d'identité natio-

nale aux jeunes générations.

Abordant les efforts institutionnels, le secrétaire d'État a mis en avant les mesures engagées pour améliorer la prise en charge des citoyens à l'étranger, notamment à travers la modernisation et la numérisation des services consulaires. Il a également évoqué les initiatives destinées à répondre aux préoccupations de la communauté dans divers domaines administratifs et sociaux. Enfin, Chaib a souligné les projets en cours visant à renforcer la dimension culturelle et éducative de la présence algé-

rienne en Turquie, notamment le projet de création d'un centre culturel algérien à Istanbul. Il a, par ailleurs, salué le dynamisme du tissu associatif et étudiantin, marqué par la création de l'Union des étudiants algériens en Turquie, estimant que ces initiatives contribuent à consolider l'ancrage identitaire de la diaspora. La rencontre a également été marquée par un échange direct avec les membres de la communauté, au cours duquel leurs préoccupations et propositions ont été examinées, dans un esprit d'écoute et de proximité.

ALGER ET MAPUTO

La présidente du Parlement mozambicain en Algérie

La présidente de l'Assemblée de la République du Mozambique, Margarida Adamugi Talapa, est arrivée, hier, à Alger, pour une visite officielle de quatre jours, à l'invitation du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations parlementaires et diplomatiques entre l'Algérie et le Mozambique.

Dès son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, l'hôte de l'Algérie a été accueillie par le vice-président de l'APN, Mohamed Anouar Bouchouit, dans

une cérémonie marquée par les usages protocolaires réservés aux hautes personnalités étrangères.

Cet accueil témoigne de l'importance accordée par les institutions algériennes aux relations de coopération avec les pays africains partenaires.

Au-delà du caractère protocolaire, cette visite officielle reflète la volonté commune d'Alger et de Maputo de consolider un dialogue politique régulier et d'élargir les champs de coopération bilatérale.

Les relations entre les deux pays, déjà

marquées par une convergence de vues sur plusieurs questions régionales et internationales, devraient ainsi connaître un nouvel élan à travers les échanges parlementaires et institutionnels.

Au cours de son séjour, Talapa aura des entretiens approfondis avec le président de l'APN, Ibrahim Boughali, ainsi qu'avec plusieurs hauts responsables de l'État.

Ces discussions devraient porter sur le renforcement de la diplomatie parlementaire, le partage d'expériences législatives, ainsi que les moyens de consolider la

coopération Sud-Sud dans un contexte international en mutation.

Le programme de la visite prévoit également des déplacements à dimension économique, culturelle et touristique, illustrant la volonté des deux parties de dépasser le cadre strictement institutionnel pour favoriser une coopération multisectorielle. Ces initiatives s'inscrivent dans une dynamique plus large visant à rapprocher davantage les deux peuples et à renforcer les échanges humains et économiques entre l'Algérie et le Mozambique.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION

SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION

SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF

ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719

dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL

20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE SA TRANSITION NUMÉRIQUE

La G5 LTE à partir de 2027

Les autorités misent sur ces projets pour améliorer les débits, renforcer la connectivité et moderniser les services télécoms.

Le secteur des télécommunications en Algérie poursuit sa transformation technologique. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé l'entrée en service du projet G5 LTE pour l'internet fixe au plus tard au début de l'année 2027.

Cette annonce intervient dans un contexte marqué par l'intensification des programmes de couverture mobile, l'extension du réseau de fibre optique et le renforcement des investissements dans les nouvelles technologies, notamment la 5G et les centres de données dédiés à l'intelligence artificielle.

MODERNISATION DU RÉSEAU FIXE

Selon un communiqué du ministère, Sid Ali Zerrouki a présidé une réunion consacrée au suivi du programme de modernisation du réseau cuivre et à sa conversion progressive vers la fibre optique. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à améliorer la qualité des services internet et à adapter les infrastructures aux besoins croissants des utilisateurs.



Le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les délais fixés pour achever cette transition à l'horizon 2027. L'objectif affiché est de renforcer les capacités du réseau national et d'assurer une meilleure stabilité des connexions internet fixes à travers le territoire.

Dans ce cadre, le président-directeur général d'Algérie Télécom, Abdelghani Aït-Saïd, a présenté un exposé sur le projet de développement du réseau G4 LTE vers la technologie G5 LTE. À l'issue de cette présentation, le ministre a donné des instructions fermes afin que le projet soit opérationnel au début de l'année 2027 au plus tard.

Le futur réseau devrait permettre une amélioration significative des débits internet, une réduction du temps de latence et une meilleure qualité de connexion, répondant ainsi aux nouvelles exigences technolo-

giques et aux usages numériques en constante évolution.

PRESSION SUR LES OPÉRATEURS

Par ailleurs, le ministre a indiqué, lors d'une séance au Conseil de la nation, que le programme national de couverture mobile de 1 400 zones est en phase d'achèvement. Un nouveau programme sera prochainement lancé afin de couvrir les localités encore non desservies.

Le responsable a rappelé que les trois opérateurs de téléphonie mobile sont tenus, conformément à leurs cahiers des charges, d'assurer une couverture de qualité dans toutes les zones comptant au moins 2 000 habitants. Les régions moins peuplées sont, quant à elles, prises en charge par le Fonds du service universel des communications électroniques.

Sid Ali Zerrouki a également souligné l'importance straté-

gique de la couverture des axes routiers, qu'il considère à la fois comme un levier économique, un facteur de cohésion sociale et un élément essentiel pour la sécurité des citoyens.

Plusieurs chiffres ont été avancés concernant certaines wilayas : à El Tarf, 35 stations ont été installées sur l'auto-route Est-Ouest, dont 8 nouvelles mises en service en 2025, ainsi que 14 stations destinées à couvrir 19 zones frontalières. À Mostaganem, le réseau compte 591 stations pour Mobilis, 564 pour Ooredoo et 536 pour Djezzy. À Relizane, 92 zones sont désormais couvertes grâce à 24 communes concernées par le programme.

Dans la wilaya d'El Bayadh, 3 grands axes routiers nationaux sont déjà couverts, tandis que plusieurs projets de fibre optique affichent des taux d'avancement compris entre 60 et 100%.

I.Khermane

PROJET AGRICOLE ALGÉRO-ITALIEN

Première moisson de blé à Timimoun



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a donné, dans la soirée de jeudi dernier, à Timimoun, le coup d'envoi de la première campagne de moisson de blé, sur une superficie de 1 600 ha, dans le cadre du projet algéro-italien de production de céréales et de légumineuses.

Sur place, la délégation ministérielle s'est enquis de l'état d'avancement du projet, notamment de la superficie emblavée, du système d'irrigation et des techniques de production mises en œuvre. Les responsables ont également présenté les travaux confiés au groupe Cosider, portant sur la réalisation d'une base de vie équipée et la mise en place d'un réseau routier.

Les porteurs du projet ont réaffirmé leur objectif d'atteindre, dès la prochaine campagne agricole, un rendement estimé à 60 q par hectare, s'appuyant sur les enseignements tirés de la saison en cours. Ce mégaprojet s'inscrit dans les efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire et à développer la production nationale de céréales, de légumineuses et de fourrages de qualité. D'une superficie globale de 36.000 ha, l'investissement est le fruit d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et le groupe italien Bonifiche Ferraresi, selon la règle de répartition 51/49.

Au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a également procédé au lancement d'une campagne de plantation d'arganiers aux abords de l'aéroport de Timimoun.

FILIÈRE AQUACOLE

Une production de 20 000 tonnes escomptée



L'Algérie ambitionne d'atteindre une production annuelle de plus de 20 000 tonnes de poissons d'élevage à l'horizon 2027, a indiqué, mercredi dernier, à Tipasa le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Miloud Triaa.

Il a précisé qu'une production de 12 000 à 14 000 tonnes est attendue en 2026, dans le cadre du plan d'action du gouvernement visant à développer la filière aquacole et renforcer la sécurité alimentaire.

Ce programme s'inscrit dans le respect des engagements de l'Algérie auprès de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM/FAO), avec laquelle le pays développe un partenariat axé sur la recherche et la gestion durable des ressources halieutiques.

Depuis 2017, plus de 35 campagnes d'évaluation ont été menées et 5 zones de pêche protégées ont été créées, parallèlement à la modernisation des systèmes de collecte de données et de suivi des ressources marines.

PÊCHE AU THON ROUGE

Une quarantaine de navires mobilisés

La campagne de pêche au thon rouge pour l'année en cours débutera mardi prochain, a annoncé le directeur du développement de la pêche à la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Amar Oucheli.

Une flotte de 41 navires, dont 7 construits localement, sera mobilisée pour cette opération qui se poursuivra jusqu'au mois de juillet. L'Algérie bénéficie cette année d'un quota de 2.465,28 tonnes, en hausse de plus de 400 tonnes par rapport à 2025.

SOUTIEN AUX PETITS PÊCHEURS

Selon le responsable, une partie de ce quota sera désormais réservée aux petites embarcations côtières de type «petit métier» afin de leur permettre de commercialiser leurs captures sur le marché local. Une mesure qui vise à soutenir cette catégorie de pêcheurs et à renforcer l'approvisionnement du marché national en produits halieutiques.

Cette campagne intervient après l'approbation du plan de pêche algérien par la Commission internationale pour la conser-



vation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), ainsi que la révision de la réglementation nationale encadrant la pêche au thon rouge.

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE ET DE LA TRAÇABILITÉ

Pour rappel, la campagne 2025 avait permis la capture de 2 043,27 tonnes de thon rouge vivant, réalisées à travers 16 opérations de pêche entre le 2 et le 30 juin. Ces captures ont généré 11,8 millions de dollars de recettes à l'exportation, ainsi que plus de 105 millions de dinars de redevances, confirmant la progression de la

filrière.

Sur le plan organisationnel, les autorités prévoient le renforcement du suivi des activités de pêche grâce à l'équipement de 1 700 navires avec un système de surveillance par satellite (VMS). Un projet est également en cours avec Algérie Télécommunications Satellitaires (ATS) pour la mise en place d'une station nationale de réception et de traitement des données, dont l'achèvement est prévu d'ici à la fin 2026.

OUVERTURE SUR LA MAURITANIE

Un accord signé en avril dernier entre l'Algérie et la Mauritanie ouvre de nouvelles perspectives pour la flotte nationale, autorisée à pêcher dans les eaux mauritaniennes. Ce partenariat, inscrit dans un protocole signé en 2022 à Alger, prévoit un quota global de 31 120 tonnes réparti sur 7 navires algériens.

Dans une première phase, les opérations concerneront les poissons de fond, avant l'introduction progressive de la pêche des espèces pélagiques, nécessitant des moyens logistiques adaptés pour l'acheminement des captures vers le marché national.

POLITIQUE DE CHANGE

Une prérogative de la Banque d'Algérie

Le ministre des Finances a défendu le niveau actuel du taux de change du dinar, qu'il estime adapté à la conjoncture économique.

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a indiqué, jeudi dernier, que le taux officiel actuel de change est «approprié» et «positif» pour l'activité économique. Abdelkrim Bouzred a expliqué, lors d'une séance plénière au niveau du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, que le taux de change s'adapte avec la situation économique dans une période définie. Le ministre des Finances a tenu à préciser que son ministère n'est pas impliqué dans la gestion du taux de change et que cette question relève des prérogatives de la Banque d'Algérie en tant qu'autorité monétaire du pays, soulignant que ce dossier est précisément géré par la division chargée de la devise et du taux de change. Se demandant si la valeur actuelle du dinar est sa vraie valeur et si elle constitue un fardeau pour l'économie l'empêchant de croître, le ministre a souligné que le taux de croissance économique nationale se situe autour de 6% durant la période de 2024-2025, considéré, selon lui, comme étant «exceptionnel». Eu égard à la situation économique mondiale de l'heure, la parité du dinar actuel par rapport à la monnaie étrangère est considérée comme «appropriée» et «positive» pour l'activité économique de manière générale, a-t-il ajouté. Détaillant les principaux éléments qui influencent l'évolution le taux de change officiel du dinar, le ministre a cité en premier lieu le



commerce extérieur à travers les exportations et les importations. Le deuxième facteur mentionné est le niveau de l'inflation observée dans l'économie nationale. Il a également évoqué les politiques monétaires et financières de la Banque d'Algérie relatives au financement de l'économie et les techniques spécifiques à la banque d'Algérie. Selon le ministre, la combinaison de tous ces paramètres fait que le taux de

change s'adapte à la situation économique pour un temps précis.

LE E-PAIEMENT

Répondant à une autre question en rapport avec le paiement électronique, le ministre a souligné que ce dernier connaît un rythme soutenu de développement précisant que les volumes des transactions financières affichent des courbes ascen-

dantes. Après avoir passé en revue les mesures approuvées, telles que la création du Comité national des moyens de paiement électronique en 2024, Bouzred a fait savoir qu'en termes d'installation des terminaux de paiement électronique, un effort considérable a été réalisé. À la fin du mois de mars, l'Algérie comptait 104 000 terminaux de paiement électronique contre 78 000 à la fin de l'année dernière, a ajouté le ministre, précisant que plus de 10 millions de transactions de paiement d'une valeur de près de 55 milliards de dinars seront enregistrées d'ici à la fin de 2025 grâce à ces terminaux. L'Algérie comptait 22 millions de cartes de paiement jusqu'en mars dernier, dont 18 millions pour la Poste, et que le nombre de distributeurs automatiques de billets s'élevait à 4 713 à la fin du mois de mars dernier, enregistrant 235 millions de transactions.

ARRIÉRÉS DE PAIEMENT

Interpellé sur les arriérés de paiement des entreprises économiques, le ministre a annoncé la mise en place d'un dispositif, avant la fin de l'année en cours, dans l'optique de résoudre cette problématique. Selon lui, cette situation s'explique par «l'inadéquation de la liquidité avec le rythme des paiements», précisant que cet état de fait ne concerne pas uniquement l'Algérie et «ne signifie nullement que nous sommes en crise». **S. Smati**

OPÉRATIONS D'IMPORTATION DE BIENS

Domiciliation bancaire avant l'expédition

La Banque d'Algérie a décidé de renforcer le contrôle des opérations d'importation en mettant en place une nouvelle mesure à destination des opérateurs économiques. Dans une nouvelle note adressée aux banques intermédiaires agréées, datée du jeudi 14 mai 2026, la Banque d'Algérie précise que la domiciliation bancaire devra désormais être effectuée avant l'expédition des marchandises par les fournisseurs étrangers. Cette note s'inscrit dans le cadre du renforcement du dispositif de contrôle des opérations de commerce extérieur, de la traçabilité des flux financiers et de la maîtrise du risque lié aux opérations d'importation. Selon le texte, cette nouvelle disposition vise principalement à limiter les pratiques frauduleuses, à préve-

nir les transferts illégaux de capitaux et à améliorer la traçabilité des engagements financiers liés aux opérations d'importation.

Désormais, les banques intermédiaires agréées seront tenues de vérifier que la domiciliation bancaire a bien été réalisée avant toute opération de chargement ou d'expédition des marchandises.

CONTRÔLE STRICT DES DOCUMENTS

Concrètement, les banques agréées devront contrôler systématiquement les documents de transport, notamment le connaissement maritime (Bill of Lading), la lettre de transport aérien (Air Waybill), les documents de transport routier (CMR), ainsi que toute pièce permettant de confirmer la date effective d'expédition

des marchandises. Ces documents devront porter une date postérieure à celle de la domiciliation bancaire. Dans ce sens, toute marchandise expédiée avant l'accomplissement de cette procédure ne pourra plus bénéficier d'une domiciliation bancaire, sauf dans les cas exceptionnels prévus par la réglementation en vigueur. La Banque d'Algérie précise, toutefois, que «les dispositions de la présente note ne s'appliquent pas aux opérations d'importation de biens ayant déjà fait l'objet d'une expédition effective vers le territoire douanier national avant la publication de celle-ci, la date du titre de transport faisant foi».

LES OPÉRATEURS AVISÉS

L'instruction oblige les banques à informer leurs clients

et les opérateurs économiques des nouvelles dispositions réglementaires.

Toute infraction à ces règles sera considérée comme une violation de la législation et de la réglementation des changes. «Les banques intermédiaires agréées sont tenues d'informer leur clientèle des nouvelles dispositions de la présente note, et tout non-respect constitue une infraction à la législation et à la réglementation des changes», indique la note. «La présente note prend effet à compter de la date de sa signature», conclut le document.

Toutefois, la Banque d'Algérie a précisé que les marchandises déjà expédiées vers le territoire national avant la date de signature de l'instruction ne sont pas concernées par cette nouvelle

obligation. Dans ce cas, la date figurant sur le document de transport fait foi.

RENFORCEMENT DU DISPOSITIF

Cette nouvelle mesure de la Banque d'Algérie intervient après l'instruction émise fin avril dernier, fixant le niveau des engagements extérieurs des banques et des établissements financiers. Il s'agit de l'instruction n°03-26 du 26 avril 2026 modifiant et complétant l'instruction n°02-2015.

La nouvelle instruction impose aux banques et aux établissements financiers un nouveau plafond prudentiel limitant leurs engagements extérieurs par signature à 50% de leurs fonds propres réglementaires.

S. M.

SOUTIEN À L'ÉCONOMIE NATIONALE

Diversifier les modes de financement

La diversification des sources et des modes de financement de l'économie n'est plus un simple choix, mais une nécessité imposée par les mutations accélérées, a affirmé, jeudi dernier, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou, lors d'une rencontre organisée par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), en collaboration avec l'École supérieure de la banque (ESB), sous le thème «Financement de l'économie nationale : vers un modèle multi-acteurs».

Dans une allocution lue en son nom par le vice-gouverneur, Mouatasssem Boudiaf,

le gouverneur de la Banque d'Algérie a indiqué que les mutations que connaît le marché financier mondial exigent, désormais, des différentes instances et institutions financières concernées par le développement de nouvelles méthodes de travail leur permettant d'améliorer leurs performances et leurs procédures, notamment dans les domaines de la régulation et de la réglementation du marché, de la Fintech et de la promotion de l'investissement.

De son côté, le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, a assuré que la réflexion sur de nouvelles approches de

financement plus diversifiées est désormais une nécessité impérieuse, loin de la dépendance exclusive aux modes conventionnels ayant régi l'économie nationale durant des années, et ce, à travers l'implication de nouveaux acteurs en complément du financement bancaire traditionnel, ainsi que le renforcement du rôle de la Bourse, le soutien au capital-investissement, aux fonds d'investissement et au financement participatif.

Dans ce cadre, les pouvoirs publics s'attellent à la diversification de l'économie nationale par la mobilisation de ressources financières alternatives et suffisantes,

illustrée ces dernières années par des réformes réglementaires et incitatives visant à développer le marché financier et à encourager les entreprises à recourir au financement non bancaire.

Lors de cette rencontre, les participants ont été informés du rôle de la Bourse en tant que source de financement alternative pour l'économie nationale, contribuant à la mobilisation de l'épargne et à son orientation vers l'investissement financier, de manière à soutenir le financement des entreprises et à renforcer la dynamique économique nationale globale.

R. E.

OPEP+

Vers la fin des réductions volontaires

L'alliance pétrolière prévoit de supprimer, d'ici septembre 2026, les dernières réductions volontaires instaurées en 2023.

L'OPEP+ entend poursuivre le relèvement progressif de ses quotas de production pétrolière malgré un contexte géopolitique particulièrement tendu, marqué par la fermeture du détroit d'Ormuz et le retrait des Émirats arabes unis de l'alliance. Selon des informations rapportées par Bloomberg, le groupe prévoit d'achever, d'ici septembre 2026, la suppression des dernières réductions volontaires de production mises en place en 2023. Le plan prévoit le rétablissement du dernier tiers d'une réduction totale de 1,65 million de barils par jour (bpj), soit environ 550 000 bpj, au moyen de trois augmentations mensuelles successives.

La dernière hausse annoncée, à l'issue d'une réunion virtuelle organisée le 3 mai, prévoit une augmentation supplémentaire de 188 000 bpj en juin. Sept pays sont concernés : l'Arabie saoudite, la Russie, l'Irak, le Koweït, l'Algérie, le Kazakhstan et Oman.

UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE FORTEMENT DÉGRADÉ

Cette décision intervient dans un environnement particulièrement dégradé. Depuis le déclenchement du conflit avec l'Iran le 28 février 2026, le détroit d'Or-



muz — par lequel transite près de 20 % du commerce mondial de pétrole transporté par voie maritime — demeure fortement perturbé, limitant les exportations des producteurs du Golfe.

Si l'OPEP+ maintient officiellement son calendrier d'augmentation de production, plusieurs délégués reconnaissent en privé que les capacités réelles de certains membres restent limitées dans les conditions actuelles.

Avant le conflit, les capacités excédentaires de l'alliance étaient estimées à plus de 5 millions de bpj, principalement concentrées en Arabie saoudite, aux Émirats

arabes unis et au Koweït. Toutefois, les dommages subis par les infrastructures énergétiques, les contraintes logistiques et le retrait des Émirats du mécanisme de quotas ont considérablement réduit cette marge de manœuvre.

LE RÔLE CENTRAL DE L'ARABIE SAOUDITE

L'Arabie saoudite conserve aujourd'hui la principale capacité d'ajustement grâce à ses réserves de production disponibles et à son pipeline Est-Ouest reliant les champs pétroliers à la mer Rouge. À l'inverse, plusieurs membres, dont le Kazakhstan, Oman et l'Al-

gérie, opèrent déjà à des niveaux proches de leurs capacités maximales. Le conflit régional a également entraîné une multiplication des attaques contre les infrastructures pétrolières du Golfe. Le Koweït a notamment fait état de dégâts significatifs causés par des frappes de drones visant certaines installations énergétiques.

UNE BAISSÉ SIGNIFICATIVE DE LA PRODUCTION

Selon plusieurs estimations, la production pétrolière régionale aurait chuté de 6,7 à 10 millions de bpj au début du mois de mars, conséquence directe des perturbations des exportations et des contraintes sécuritaires.

La Russie, autre acteur majeur de l'OPEP+, continue également de subir les effets des attaques ukrainiennes contre ses raffineries et terminaux pétroliers, avec des pertes de production estimées entre 300 000 et 400 000 bpj. Les sanctions occidentales limitent par ailleurs les capacités d'investissement et d'expansion du secteur énergétique russe.

DES ALTERNATIVES LOGISTIQUES LIMITÉES

Pour contourner les perturbations dans le détroit d'Ormuz, certains producteurs disposent de voies d'exportation alternatives. L'Arabie saoudite peut s'appuyer

sur le pipeline Petrolina vers Yanbu, sur la mer Rouge, tandis que les Émirats arabes unis disposent du pipeline Habshan-Fujairah reliant leurs installations au golfe d'Oman.

L'Irak conserve également un accès partiel au pipeline Kirkouk-Ceyhan vers la Turquie. Toutefois, ces infrastructures demeurent insuffisantes pour compenser totalement l'arrêt ou le ralentissement du trafic maritime dans le Golfe.

UN SIGNAL D'AVANTAGE POLITIQUE QU'OPÉRATIONNEL

Dans ce contexte, les nouvelles hausses de quotas apparaissent avant tout comme un signal de continuité stratégique de la part de l'OPEP+. L'organisation cherche à préserver sa crédibilité et à maintenir un cadre de coordination entre ses membres malgré des conditions de marché exceptionnellement dégradées.

L'évolution de la situation dépendra désormais de plusieurs facteurs : une éventuelle désescalade régionale, la réouverture progressive du détroit d'Ormuz, l'état des infrastructures énergétiques et la capacité effective des principaux producteurs à remettre rapidement des volumes supplémentaires sur le marché mondial. **S.R.**

INVESTISSEMENTS AU BANGLADESH

L'Algérie cible les secteurs de l'énergie et des engrais

L'ambassadeur d'Algérie au Bangladesh a exprimé l'intérêt de son pays pour des investissements dans les secteurs de l'énergie et des engrais dans le district de Bhola, à l'occasion d'un dialogue économique organisé jeudi par la Chambre de commerce locale.

S'exprimant au Bhola Circuit House devant des responsables administratifs et des acteurs économiques, le diplomate a souligné le potentiel du district côtier, notamment dans l'agriculture, l'énergie et la production d'engrais. Selon des à Petro-bangla (Bangladesh Oil, Gas & Mineral Cor-

poration), les trois champs de gaz à Bhola sont estimés à un total de 1.432 milliards de pieds cubes (BCF) de gaz. Jusqu'à présent, moins de 200 BCF de gaz ont été produits à Bhola. Cependant, les réserves pourraient augmenter avec le forage de nouveaux puits. Le ministère bengalais de l'Énergie envisage de convertir le gaz de Bhola en gaz naturel liquéfié (GNL) pour l'exportation.

Il a rappelé les relations historiques entre les deux pays depuis l'indépendance du Bangladesh en 1971, mettant en avant le soutien constant de l'Algérie et sa volon-

té de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du commerce et de l'investissement.

« Bhola est une région prometteuse qui connaît un développement remarquable. Elle offre des opportunités importantes pour la mise en place d'unités de production d'engrais, ainsi que pour des investissements dans l'agriculture et l'énergie », a déclaré l'ambassadeur.

Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, le diplomate a également évoqué une accélération des procédures consulaires, avec un traitement des

demandes de visa en quelques minutes.

La rencontre a permis des échanges autour des perspectives de coopération économique entre les deux pays. Les acteurs économiques locaux ont salué cette initiative, la qualifiant d'opportunité importante pour le développement régional. La séance était présidée par l'administrateur du district de Bhola et président de la Chambre de commerce locale, en présence de plusieurs responsables administratifs, entrepreneurs et représentants du secteur industriel. **S.R.**

INVESTISSEMENTS

Cap sur les filières stratégiques

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, Omar Rekkache, ont tenu, jeudi au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée à l'orientation des

investissements vers les filières à forte dépendance aux importations.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la politique nationale visant la substitution des importations et le renforcement de la production locale, à travers une meilleure canalisation des inves-

tissements vers les secteurs jugés prioritaires.

Les deux responsables ont examiné les mécanismes permettant d'attirer des projets productifs capables de répondre aux besoins du marché national, tout en améliorant les taux d'intégration locale et la compétitivité du produit

algérien.

Les discussions ont également porté sur les leviers de soutien à l'investissement productif, en cohérence avec les objectifs économiques visant à réduire la facture des importations et à renforcer la valeur ajoutée de la production nationale.

INDUSTRIE LOCALE

Un plan multisectoriel

Les ministres des Hydrocarbures, de l'Industrie et de l'Énergie et des Énergies renouvelables ont souligné, jeudi à Alger, la nécessité de renforcer l'intégration industrielle nationale et de développer les partenariats entre entreprises publiques afin de réduire les importations. Lors d'une réunion de coordina-

tion regroupant notamment Sonatrach, Sonelgaz, Alfapipe et Poval, les responsables ont examiné les moyens de consolider la coopération industrielle, d'accroître la sous-traitance nationale et d'améliorer le taux d'intégration locale dans les projets énergétiques et industriels.

Les discussions ont également porté sur de

nouveaux projets de partenariat visant à soutenir la production nationale et à renforcer l'insertion des entreprises locales dans les chaînes de valeur. Les ministres ont insisté sur la nécessité de bâtir un tissu industriel compétitif, capable de contribuer à la souveraineté industrielle et énergétique du pays.

PRODUITS DE NETTOYAGE

Idrobase Group lance sa production

Le géant italien Idrobase Group, spécialiste mondial des technologies de nettoyage à eau haute pression, renforce sa stratégie internationale et confirme son intérêt pour le marché africain avec le lancement de l'assemblage des pompes haute pression Dolly Pumps en Algérie, à partir de novembre prochain, via un partenariat local.

Les composants seront fabriqués en Italie puis assemblés sur place pour le marché algérien et régional. Le projet a déjà généré environ 1 million d'euros de commandes et pourrait évoluer vers une production sous licence en 2027

CARAVANE DE LA MÉMOIRE NATIONALE

Des jeunes revisitent les sacrifices des martyrs

Des jeunes membres de la communauté nationale établie à l'étranger, participant à la quatrième édition de la Caravane de la mémoire nationale, ont vécu, mercredi à Constantine, des moments d'une profonde émotion en revisitant les hauts faits et les sacrifices des martyrs de la Révolution algérienne.

La délégation, composée de 54 jeunes femmes et hommes issus de la diaspora algérienne, a entamé son programme par une visite du carré des martyrs dans la commune de Zighoud Youcef, où reposent le héros martyr Zighoud Youcef ainsi que plusieurs de ses compagnons de lutte ayant pris part au combat armé contre le colonialisme français.

Les jeunes, qui se sont recueillis devant les tombes des martyrs, ont récité la Fatiha à la mémoire des chouhada et déposé une gerbe de fleurs au pied de la sépulture du martyr Zighoud Youcef, avant d'écouter l'hymne national dans une atmosphère empreinte de solennité, de recueillement et d'intense émotion. Ils ont ensuite visité le site historique de l'Oued Boukerker, lieu du martyr Didouche Mourad, puis se sont rendus au premier siège de la Wilaya II historique, où des explications détaillées leur ont été fournies quant à la portée symbolique de ces lieux et au rôle déterminant qu'ils ont joué dans le déroulement de la glorieuse Révolution de libération nation-



le. L'émotion était particulièrement perceptible sur les visages de plusieurs jeunes visiteurs, dont certains n'ont pu retenir leurs larmes, tandis que d'autres contemplaient les lieux dans un silence chargé de fierté et de gravité, découvrant pour la première fois des sites historiques dont ils avaient tant entendu parler à travers les récits de leurs parents et grands-parents.

Dans une déclaration à l'APS, la jeune Chaniz Sidi Maamar a affirmé que le fait de découvrir de près les sacrifices consentis par les moudjahidine et les martyrs pour le recouvrement de l'indépendance «a renforcé sa fierté d'appartenir à l'Algérie, exprimant également son souhait de transmettre ce qu'elle a vu aux jeunes algériens établis à l'étranger et de les encourager à découvrir l'histoire de leur pays». De son côté, Yanis Hamdache a confié avoir ressenti une profonde fierté en se recueillant devant les tombes des martyrs lors d'«un

moment chargé d'émotions, soulignant l'importance de connaître l'histoire de l'Algérie et de préserver la mémoire nationale. Pour sa part, Adam Ben Mohamed a indiqué que la visite de la tombe du martyr Zighoud Youcef ainsi que des sites historiques de Constantine a constitué pour lui «un moment particulièrement bouleversant», rappelant que les martyrs de la Révolution «ont sacrifié leur vie afin que l'Algérie puisse vivre libre et indépendante».

Il a également insisté sur le fait qu'«il est impossible d'ignorer les crimes commis par le colonialisme français contre le peuple algérien», affirmant que ces sacrifices «demeureront à jamais gravés dans les mémoires, quelles que soient les générations». Plusieurs participants ont par ailleurs exprimé leur admiration pour la ville de Constantine, ses monuments historiques et son cachet architectural singulier, notamment ses ponts suspendus et sa vieille ville, saluant l'accueil cha-

leureux et l'hospitalité qui leur ont été réservés depuis leur arrivée dans la wilaya. Le programme de cette visite comprenait également une halte au monument de Bab El Kantara, une visite de la vieille ville ainsi que de la mosquée Sidi Lakhdar, avant de se rendre au musée du Moudjahid, au palais Ahmed Bey et à la mosquée Emir Abdelkader, dans le cadre d'une tournée culturelle et historique destinée à faire découvrir aux jeunes de la communauté nationale à l'étranger le patrimoine algérien et les grandes étapes de l'histoire nationale.

VERS DES PROJETS EN ALGÉRIE

Au niveau de l'annexe de Sétif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Nesda) «communique désormais à distance avec des membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger afin de les accompagner dans la réalisation de leurs projets d'investis-

sement en Algérie», a indiqué, mercredi, le directeur de cette annexe. Hocine Lamouri a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'agence a «commencé à communiquer avec deux membres de la communauté nationale résidant à l'étranger, le premier produisant, au Canada, des caméras de surveillance et des équipements de sécurité préventive, et le second spécialisé, en France, dans le domaine de la propreté et de la désinfection au moyen d'équipements avancés».

Le même responsable a ajouté que cet accompagnement à distance, le premier du genre dans la wilaya de Sétif a été mis en place après que les deux concernés ont suivi une formation en gestion d'entreprises via la plateforme numérique CDE Online récemment créée à cet effet, et qui permet à des membres de la diaspora souhaitant investir en Algérie d'être formés dans divers domaines et de concrétiser leurs projets sur le sol national. Lamouri a fait part de son optimisme quant au succès de cette opération qui en est encore «à ses débuts mais qui connaît un large engouement auprès des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger qui souhaitent investir en Algérie».

Il a également souligné que cette communication à distance «illustre le climat propice que l'Etat a créé pour stimuler l'investissement productif et le développement». Selon le directeur de l'agence de Sétif de (Nesda), ses services ont délivré, depuis 2024, un total de 1.456 diplômes de gestion d'entreprises au profit de porteurs de projets issus des universités et 866 autres aux stagiaires sortants du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

ETUDIANTS ALGÉRIENS

L'American Corner de Constantine ouvre ses portes au public

L'ambassade des États-Unis en Algérie et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont inauguré un nouvel American Corner au sein de l'université Frères Mentouri de Constantine 1. Avec cette extension, l'espace devient officiellement le plus grand American Space du pays, renforçant ainsi les échanges éducatifs et culturels entre Alger et Washington. Organisée à Constantine, la cérémonie d'inauguration a réuni le chargé d'affaires américain Mark Schapiro ainsi que le recteur de l'université, le professeur Laid Dehimat. Les deux responsables ont mis en avant l'importance d'investir dans la jeunesse algérienne à travers des programmes éducatifs, culturels et linguistiques destinés aux étudiants et au grand public. L'American Corner de Constantine rejoint un réseau national de cinq espaces déjà implantés à Alger, Oran, Béchar et Ouargla. Toutefois, cette nouvelle version élargie se distingue par sa capacité d'accueil et par la diversité des services proposés. Le centre offrira désormais un accès renforcé à l'apprentissage de l'anglais ainsi qu'aux ressources pédagogiques américaines. Les visiteurs pourront également profiter d'une bibliothèque numérique, de nouvelles salles polyvalentes et d'une programmation artistique et cultu-

relle plus riche. Autre nouveauté annoncée : l'ouverture prochaine d'un studio de podcasting, pensé comme un outil d'expression et de création pour les jeunes. Cette orientation illustre la volonté des partenaires de développer des espaces modernes adaptés aux nouvelles formes de communication et d'apprentissage. Contrairement à certaines structures réservées exclusivement aux universi-

taires, l'American Corner de Constantine accueillera aussi les citoyens souhaitant découvrir la culture américaine, perfectionner leur anglais ou participer aux différentes activités organisées sur place. À travers cet espace, les États-Unis cherchent à renforcer les échanges académiques et culturels avec l'Algérie, notamment auprès des jeunes générations. L'initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de coopéra-

tion éducative entre les deux pays. L'inauguration intervient dans un contexte particulier puisque les États-Unis célèbrent cette année le 250e anniversaire de leur indépendance. Les responsables américains ont présenté l'American Corner de Constantine comme un symbole du partenariat durable entre les peuples et de l'engagement américain dans le domaine de l'éducation à l'international.

TOURISME MARITIME

Le Corinthian accoste à Alger

Le port d'Alger a accueilli, hier, le navire de croisière Corinthian avec à son bord 84 touristes étrangers de diverses nationalités. Cette escale s'inscrit dans la stratégie nationale de relance du tourisme maritime en Algérie. Dès leur débarquement, les croisiéristes ont bénéficié d'un accueil organisé par l'Entreprise portuaire d'Alger (EPA), qui a mobilisé les moyens logistiques nécessaires pour garantir un passage fluide et confortable. Les passagers ont rapidement rejoint des bus touristiques en direction des principaux sites de la capitale. Au programme : un circuit de découverte incluant la Casbah d'Alger, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, ainsi que plusieurs monuments historiques et sites

emblématiques qui témoignent de la richesse culturelle et patrimoniale de la ville. Cette escale de croisière à Alger reflète la volonté des autorités de développer la façade maritime algérienne comme destination incontournable des croisières en Méditerranée. L'objectif : attirer davantage de compagnies maritimes internationales, valoriser le patrimoine algérien auprès des visiteurs étrangers et renforcer la position de l'Algérie dans le marché mondial du tourisme de croisière. Longtemps restée à l'écart des grands circuits touristiques internationaux, l'Algérie s'impose désormais comme l'une des expériences de voyage les plus fascinantes de la région méditerranéenne et africaine. Des

immensités du Sahara aux vestiges romains millénaires, l'Algérie offre une diversité rare. Le média britannique souligne notamment la beauté des sites antiques de Timgad et Djemila, considérés parmi les ruines romaines les mieux conservées au monde. L'Algérie cherche ainsi à développer un tourisme durable et culturel plutôt qu'un modèle basé sur le tourisme de masse. La capitale Alger figure parmi les destinations mises en avant par BBC Travel grâce à son mélange d'influences méditerranéennes, ottomanes et françaises. La Casbah d'Alger, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, est présentée comme l'un des symboles majeurs de cette richesse historique.

MME BENDOUDA L'A CONFIRMÉ JEUDI À LAGHOUAT

Vers la réorganisation des festivals culturels

Mme Bendouda a fait part d'une approche réformatrice sur laquelle travaille le ministère pour réorganiser les festivals culturels, en leur conférant une dimension économique, en plus de leur vocation culturelle et artistique.

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, dans la soirée de jeudi, l'ouverture de la 12^e édition du Festival international du Samaa soufi (chant mystique) au Théâtre régional «Moudjahid Belkacem Fantazi» à Laghouat, dans une ambiance à la fois festive et spirituelle, en présence des autorités locales et d'invités nationaux et étrangers. S'exprimant à cette occasion, la ministre a indiqué que ce rendez-vous culturel et spirituel constitue «une opportunité d'élever les âmes à des niveaux spirituels», se félicitant de la richesse de l'Algérie en matière de traditions spirituelles et historiques liées au soufisme et aux zaouïas. Ce Festival du Samaa soufi «permet à la fois l'art raffiné, la pureté spirituelle et les nobles valeurs humaines», a ajouté la ministre, soulignant que cet art contribue à renforcer les valeurs de communication humaine entre Mounchids et artistes issus de différentes régions du monde. Mme Bendouda a fait part, par ailleurs, d'une approche réformatrice sur laquelle travaille le ministère pour réorganiser les festivals culturels, en leur conférant une dimension économique, en plus de



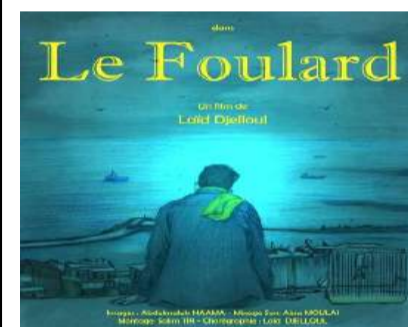
leur vocation culturelle et artistique, dans le but d'assurer une complémentarité et une efficacité aux différentes manifestations. Et de préciser que cette démarche intervient en application des orientations du Président de la République visant à valoriser l'action culturelle, à préserver le patrimoine et à intégrer le potentiel culturel dans l'équation économique. La ministre de la Culture et des Arts a salué, par la même occasion, les efforts du wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, et de l'ensemble des organisateurs de cette manifestation culturelle, saluant le choix du martyr Cheikh Sidi-Moussa Ben El-Hassen El-Derkaoui comme personnalité de cette édition du festival, présenté comme «un symbole de la

conciliation entre les exigences du djihad et les impératifs du savoir». De son côté, le commissaire du festival, Ahmed Benseghir, a indiqué que cette édition du festival, qui se poursuit jusqu'au 18 mai courant, a comme invitée d'honneur la République d'Egypte, en hommage aux relations historiques et spirituelles entre les deux pays. Il a ajouté que le thème de cette édition porte sur «Le Samaa soufi...mélodies du goût et de la gratitude, et significations de la sublimité et de la foi», tandis que le logo officiel s'inspire du patrimoine de la région de Laghouat, intégrant l'image du cheikh Sidi Moussa Benhassan, ainsi que le symbole de la «Khamsa» évoquant la paix et les cinq piliers de l'islam, et un des minarets du

Caire (ère des Mamelouks), en référence au pays invité d'honneur. Les activités du festival sont réparties entre le Théâtre régional «Moudjahid Belkacem Fantazi», la Maison de la culture «Tekhi Abdallah Benkeriou», le Centre de recherche en sciences islamiques et civilisations et l'Institut régional de formation musicale. Elles englobent des soirées artistiques, des colloques, des ateliers de formation, des expositions d'artisanat traditionnel, ainsi que des circuits touristiques à Ain-Madhi et les ksour du Mzab à Ghardaïa. Quelque 350 participants, dont 105 étrangers issus de 21 pays, dont la Libye, la Tunisie, la Palestine, la Turquie, l'Albanie, l'Espagne, l'Italie et l'Estonie, prennent part à cette édition du festival auquel sont attendus plus de 15.000 visiteurs, selon les organisateurs.

CINÉMA

«Le foulard» de Laid Djelloul présenté à Alger



Le court métrage «Le foulard» du réalisateur algérien Laid Djelloul, qui explore les épreuves de la société moderne et la résilience face aux obstacles de la vie quotidienne, a été projeté jeudi à Alger. Présenté en avant-première, en présence du directeur du Centre algérien de la cinématographie (CAC), Adel Mekhalifa, ce court métrage raconte l'histoire d'un jeune couple, confronté aux épreuves de la vie quotidienne. Produit par «Tayda Film», «Le foulard» porte sur scène les péripéties d'un jeune couple amoureux Sarah et Farid, incarnés respectivement par les comédiens Nora Babassa et Adlène Amazit, qui assistent impuissants face au poids de la société. Fort d'une esthétique visuelle, notamment le cadrage et la qualité de l'image ainsi qu'une narration dense mais digeste, ce court métrage a réussi à travers une symbolique puissante, à traiter d'une réalité sociale avec ses contrastes. Présent à la projection, le réalisateur a souligné que son court métrage explore une «idée» à travers une histoire inspirée de la réalité sociale, en privilégiant le symbolisme et l'idée. Evoquant des «contraintes financières» liées à la réalisation de son film, Laid Djelloul a estimé que le format «court métrage» était un choix technique pour «mettre en lumière une idée avec une symbolique puissante et percutante».

ABDELMADJID MESKOUJ INHUMÉ JEUDI À EL ALIA

Adieu l'artiste

La dépouille de l'artiste Abdelmadjid Meskoud, décédé à l'âge de 73 ans, a été inhumée jeudi après-midi au cimetière d'El Alia à Alger, en présence de personnalités politiques et du monde artistique, ainsi qu'une foule nombreuse, tous venus accompagner le défunt à sa dernière demeure. Plusieurs artistes, dont les chanteurs Sid Ali Driss, Nasreddine Ghaliz, Nacer Mokdad, Sadek Djemaoui et les comédiens Mustapha Ayad, Abdelhamid Rabia, Brahim Chergui, Amine Abdelli, Djamel Bounab, Sid Ali Bensalem et Brahim Rezzoug, ont rappelé les qualités de l'«homme chaleureux et jovial» et du «chanteur chaâbi aux multiples facettes». Chanteur, comédien et animateur à la Radio algérienne, Abdelmadjid Meskoud est décédé, jeudi à Alger à l'âge de 73 ans, des suites d'une longue maladie. Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait adressé un message de condoléances à la famille du défunt, dans lequel il a souligné qu'avec sa disparition, la scène de la chanson chaâbia, notamment algéroise, perd l'une de ses figures embléma-

tiques, qui ont marqué de leur empreinte ce genre musical. «C'est avec une immense tristesse que j'ai appris le décès d'Abdelmadjid Meskoud, puisse Dieu Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde. Avec sa disparition, la scène de la chanson chaâbia, notamment algéroise, perd l'une de ses figures emblématiques, qui ont marqué de leur empreinte ce genre musical, apportant, durant toute leur carrière, joie et bonheur à un large public», avait souligné le président de la République dans son message de condoléances.

SIDI SAÏD : UNE IMMENSE PERTE»

Le Conseiller auprès du président de la République chargé de la direction générale de la Communication à la Présidence de la République, M. Kamel Sidi Saïd, a indiqué que la disparition de l'artiste Abdelmadjid Meskoud constitue une «immense perte» pour la chanson chaâbia en Algérie. Ayant accompagné le défunt à sa dernière demeure au cimetière d'El Alia à Alger, M. Sidi Saïd a tenu à exprimer ses sincères condoléances à la famille du défunt et à la famille



artistique, rappelant le parcours «singulier» de l'artiste Abdelmadjid Meskoud, marqué par la «polyvalence des genres musicaux», tant dans l'univers de la chanson chaâbia avec son immense succès «Ya Dzayer yal'Assima» que dans le théâtre, le cinéma, la radio ou la télévision. Citant quelques uns des titres phares du riche répertoire qui a jalonné de succès la carrière de Abdelmadjid Meskoud, à l'instar de «Al Assima», «Ouled el houma» «Belcourt», ou encore «Mektoub Rabi», M. Sidi Saïd a rendu hommage à "un artiste complet et à une voix inoubliable". Plusieurs personnalités politiques et du monde artistique ont assisté à l'enterrement du défunt, décédé jeudi à l'âge de 73 ans.

ARTISANAT D'USTENSILES EN BOIS

Mohamed Abdou perpétue un savoir-faire séculaire

Mohamed Abdou, artisan d'ustensiles en bois, natif de Médéa, veut à travers son métier préserver un savoir-faire séculaire transmis de génération en génération et espère aussi apporter une touche de modernité à ce qu'il

façonner avec ses mains. Approché par l'APS au musée public des Arts et des Traditions populaires de Médéa, à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, cet artisan quinquagénaire qui a passé de longues années de sa vie à travailler inlassablement le bois, se dit fier d'exercer un métier qui n'attire plus grand monde de nos jours. «J'ai toujours été séduit par le travail du bois. Depuis que j'étais enfant je regardais souvent mon oncle qui fabriquait toutes sortes d'ustensiles. J'étais très admiratif devant son savoir-faire et l'amour qu'il avait pour ce métier», confie-t-il. «Le mérite lui

revient si je suis parvenu à assimiler les techniques de fabrication du bois et de perpétuer cette tradition menacée de disparaître aujourd'hui face à la concurrence des produits industrialisés», poursuit l'artisan. Loin de se contenter d'imiter ce que faisaient d'autres, il s'est engagé sur la voie de la créativité en réalisant des produits esthétiques et très attractifs, à voir le nombre de personnes qui s'y intéressent. Pour la fabrication de ses produits, Abdou utilise le bois d'acajou et de chêne, qui est très résistant, durable, robuste et facile à travailler. Le bois d'olivier, qui se distingue par sa

couleur jaune-brun, est également utilisé pour la confection de certains ustensiles (cuillère, spatule, ou mortier), en raison de sa durabilité et son aspect hygiénique. Il est recommandé, selon cet artisan, pour la fabrication des ustensiles à usage de cuisine du fait de sa résistance à l'eau et son entretien. Une gamme variée d'ustensiles en bois incluant des cuillères, spatules, bols, mortiers, tasses de café, et des assiettes, a été présentée aux visiteurs lors de l'exposition organisée au musée des Arts et des traditions populaires pour valoriser et promouvoir l'artisanat local.

PALESTINE

Hamas souhaite un face-à-face avec le Fatah

Hossam Badran, membre du bureau politique de Hamas, a souligné l'importance de dépasser les différends du passé entre les deux factions et d'agir de manière collective et coordonnée pour améliorer la situation difficile des Palestiniens.

À l'occasion du huitième congrès général du Fatah, qui se déroule simultanément à Ramallah, Gaza, Le Caire et Beyrouth, le mouvement Hamas a exprimé son souhait de tenir une rencontre directe avec la direction du Fatah, afin de définir une stratégie nationale commune pour la Palestine. Le congrès, qui s'achèvera samedi, a élu le président palestinien Mahmoud Abbas à la tête du Fatah à l'unanimité, tout en élisant de nouveaux membres du Conseil révolutionnaire et du Comité central. Hamas a salué l'ouverture du congrès comme une opportunité de renforcer les relations nationales internes et de préparer la résistance face aux plans Ghaza, qui chercherait à éliminer définitivement la cause palestinienne en profitant du contexte international et régional. Hossam Badran, membre du bureau politique de Hamas, a souligné l'importance de dépasser les différends du passé et d'agir de manière collective et coordonnée pour améliorer la situation difficile des Palestiniens.

APPELS À UNE RENCONTRE AU CAIRE

Des factions palestiniennes et le comité de suivi des forces nationales et islamiques à Gaza ont récemment adressé des messages au président Abbas, via des dirigeants du Fatah, pour propo-



ser l'organisation d'une rencontre nationale globale au Caire. Selon des sources internes, ces messages n'ont pas encore reçu de réponse officielle, mais des démarches devraient être entreprises après la finalisation des arrangements internes du Fatah. Le Caire et la Turquie ont également joué un rôle actif dans la transmission de ces messages et dans le soutien aux efforts de réconciliation.

Les mesures de sécurité pour le congrès et les élections locales à Deir al-Balah ont été assurées

par la police de Hamas, qui a garanti la protection des participants et des sites, illustrant une coopération ponctuelle malgré la division persistante. Parallèlement, des réunions entre les factions palestiniennes à Le Caire ont été organisées pour discuter des plans visant à rétablir l'unité nationale et à coordonner les actions face aux défis actuels.

Le Fatah, quant à lui, a longtemps refusé de rencontrer Hamas au Caire, privilégiant des rencontres avec d'autres factions de l'Organisation de libération de

la Palestine. Malgré cette réticence, les dirigeants de Hamas espèrent que des initiatives concrètes pourront aboutir à un rapprochement, que ce soit au niveau des secrétaires généraux ou de l'ensemble des dirigeants palestiniens, afin d'élaborer une feuille de route nationale unifiée.

LES POSITIONS D'ABBAS

Lors de l'ouverture du congrès, Mahmoud Abbas a réaffirmé que la bande de Gaza faisait partie intégrante de l'État palestinien et que toute mesure transi-

toire devait rester temporaire, sans affecter l'unité du territoire ni la légitimité de l'Organisation de libération de la Palestine. Il a insisté sur l'importance de l'unité nationale pour faire face aux défis actuels et mettre fin à la division, en respectant les engagements internationaux et en privilégiant la résistance populaire pacifique.

Hamas, de son côté, n'a pas commenté le discours d'Abbas, qui a implicitement critiqué les actions et politiques du mouvement, notamment l'attaque du 7 octobre 2023 et la guerre qui a suivi à Gaza. Le mouvement refuse depuis longtemps de se conformer aux décisions de la légitimité internationale, notamment la reconnaissance Ghaza, ce qui a freiné les tentatives de rapprochement avec le Fatah et l'intégration au sein de l'OLP.

Malgré ces tensions, plusieurs pays arabes et islamiques soutiennent les efforts visant à rétablir l'unité nationale palestinienne. Les dirigeants de Hamas insistent sur l'urgence d'un dialogue direct avec le Fatah, estimant que seule une action commune pourrait permettre de relever les défis sécuritaires, politiques et humanitaires auxquels les Palestiniens font face, tout en jetant les bases d'une paix durable et d'un État palestinien souverain sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

R.I/agences

SOMALIE

Le sud menacé par la famine

Des régions du sud de la Somalie sont aujourd'hui confrontées à un risque accru de famine, selon deux organismes internationaux de surveillance de la sécurité alimentaire. Le pays, déjà l'un des plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde, fait face à une combinaison de sécheresses répétitives, de conflits et de pauvreté chronique.

Le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), sou-

nu par l'ONU, révèle que plus de 37 % des enfants de la ville de Baidoa, dans la région de Bay, souffrent de malnutrition aiguë. La ville, peuplée d'environ 200 000 habitants, est particulièrement vulnérable au pire scénario : absence de pluie durant la saison de Gu (avril-juin), hausse des prix alimentaires et baisse de l'acheminement de l'aide humanitaire.

«Si les récoltes chutent, la famine pourrait apparaître rapidement dans les régions agricoles

et pastorales des provinces de Bay, Bakool et Gedo», avertit Hannah Paton, porte-parole du réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine, financé par les États-Unis.

Plus de six millions de Somaliens sont actuellement confrontés à un niveau de crise alimentaire ou pire, un chiffre en légère baisse par rapport aux 6,5 millions estimés en février, mais supérieur aux prévisions initiales de 5,5 millions, en raison d'une

saison des pluies plus faible que prévu.

L'ampleur de la crise est aggravée par la réduction des aides extérieures. En 2026, le financement humanitaire total pour la Somalie s'élève à 160 millions de dollars, contre 531 millions en 2025 et 2,38 milliards en 2022 lors de la dernière crise de sécheresse majeure. Les efforts humanitaires actuels ne permettent de couvrir que 12 % des personnes confrontées à une insécurité ali-

mentaire sévère.

La Somalie, qui a connu sa dernière famine majeure en 2011 avec près de 250 000 morts, reste donc sur le fil du rasoir. Les experts avertissent que la combinaison d'une pluviométrie insuffisante, d'un soutien international réduit et de l'insécurité persistante pourrait transformer une crise alimentaire grave en famine à grande échelle.

IRAK

Le cabinet d'Ali Al-Zaidi validé

Le Parlement irakien a accordé jeudi sa confiance à un gouvernement incomplet, dirigé par le Premier ministre désigné Ali Al-Zaidi, marquant une étape importante dans le processus politique du pays. La séance, à laquelle ont participé 226 députés, s'inscrit dans le cadre d'une négociation qui répond aux pressions américaines sur le rôle des factions armées au sein des institutions de l'État. Le vote a validé le programme gouvernemental et donné son approbation à 14 ministres, tandis que cer-

tains portefeuilles souverains et ministères de services restent vacants, en raison de désaccords persistants entre les forces chiites, sunnites et kurdes sur le partage du pouvoir. Cette configuration laisse un gouvernement partiel, mais Al-Zaidi a insisté sur sa détermination à «consolider la stabilité et renforcer l'autorité de l'État».

L'absence des factions armées sur la scène politique est notable, même si les forces proches de ces groupes détiennent environ 80 sièges au Parlement. Ce choix

semble refléter une volonté de l'exécutif de réduire l'influence directe des milices dans les institutions publiques, tout en évitant de provoquer une confrontation directe.

Washington suit de près l'évolution du nouveau gouvernement. L'administration américaine a indiqué que ses relations avec Bagdad seraient fondées sur «des actes et non des paroles», mettant en particulier l'accent sur la nécessité de centraliser le monopole de l'arme au sein de l'État. Cette mise au point souligne les attentes interna-

tionales autour de la stabilisation politique et sécuritaire de l'Irak.

Le gouvernement Al-Zaidi hérite d'un défi majeur : mener à bien les réformes promises tout en naviguant dans un paysage politique fragmenté, marqué par des rivalités ethniques et confessionnelles, et par la présence persistante de milices armées influentes. Les prochains mois seront déterminants pour tester sa capacité à instaurer une autorité étatique crédible et indépendante.

IRAN

Ce que cache la visite de Trump en Chine

Pékin réaffirme sa volonté de faciliter les négociations de paix mais ne s'engage sur aucun changement concret de politique.

Le président américain Donald Trump a quitté hier la Chine après un sommet d'une importance capitale avec son homologue chinois Xi Jinping, au moment où la guerre en Iran continue de perturber les marchés mondiaux de l'énergie. Le sommet a été suivi de près par la communauté internationale, dans un contexte où les tensions régionales et la sécurité énergétique mondiale sont au cœur des préoccupations.

Selon la Maison-Blanche, Xi Jinping s'est engagé à ne pas fournir d'équipements militaires à l'Iran et a proposé son aide pour rouvrir le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le commerce pétrolier mondial. Les deux dirigeants ont également réaffirmé que l'Iran ne pouvait pas se doter de l'arme nucléaire. Le communiqué américain mentionne en outre la possibilité que la Chine augmente ses achats de pétrole en provenance des États-Unis, ouvrant la voie à un rapprochement énergétique entre les deux puissances.

UNE POSITION CHINOISE INCHANGÉE

Cependant, le communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères publié après les discussions laisse transparaître un statu quo. Pékin réaffirme sa volonté de faciliter les négociations de paix mais ne s'engage sur aucun changement concret de politique. «La position de la Chine sur la situation en Iran est extrêmement claire», a insisté le ministère, soulignant que la Chine maintenait son approche diplomatique



prudente. Le président Trump, interrogé sur l'influence que Xi pourrait exercer sur l'Iran, a reconnu les limites de cette capacité : «Il ne vient pas avec des armes... il a été très bien», a-t-il commenté.

Cette rencontre intervient alors que l'impact de la guerre sur les marchés énergétiques reste tangible. Le détroit d'Ormuz, via lequel transite une part significative du

pétrole mondial, est perçu par Washington comme bloqué ou menacé par l'Iran. Les discussions américano-chinoises visaient donc à assurer le libre passage des hydrocarbures et à limiter les risques de perturbations majeures dans l'approvisionnement mondial.

Parallèlement, la situation iranienne a marqué les débats lors de la réunion des

ministres des Affaires étrangères du groupe BRICS à New Delhi. Le commandement central américain (Centcom) a, de son côté, indiqué que les capacités militaires iraniennes et les menaces envers ses voisins avaient été significativement réduites dans tous les domaines, ce qui pourrait influencer le calcul stratégique de Téhéran et de ses partenaires régionaux.

Un sommet à l'impact encore incertain. Malgré les annonces et les intentions affichées, l'impact concret du sommet reste incertain. Pékin, fidèle à sa ligne diplomatique, semble privilégier une approche de neutralité et de facilitation des négociations, sans s'impliquer directement dans le conflit. Cette prudence traduit à la fois la volonté de maintenir de bonnes relations commerciales avec l'Iran et la Chine, et la conscience des risques liés à une implication militaire ou politique trop directe dans la région.

Alors que la guerre en Iran continue d'inquiéter la communauté internationale, le sommet américano-chinois souligne à quel point les solutions diplomatiques sont complexes et dépendent d'équilibres géopolitiques délicats. Si Trump espérait tirer parti de l'influence chinoise pour pousser Téhéran à céder sur certains points, la réalité montre que la Chine privilégie encore la stabilité et le dialogue plutôt qu'une intervention directe. L'issue du conflit et la sécurité du détroit d'Ormuz restent donc des enjeux majeurs, dont la résolution semble encore lointaine.

R.I/agences

YÉMEN

Al-Alimi alerte sur les Houthis

Le président du Conseil de commandement présidentiel yéménite, Rashad al-Alimi, a averti que toute tentative internationale de mettre fin à la guerre au Yémen échouera si elle ne considère pas le groupe Houthis comme un acteur intégré à un projet iranien transfrontalier, et non comme une simple force politique locale. Lors d'une rencontre avec une délégation du Royal Institute britannique (Chatham House), al-Alimi a souligné que les Houthis n'ont jamais été exclus du processus politique, rappelant leur participation au Dialogue national. Toutefois, ils ont refusé de s'intégrer aux institutions de l'État, imposant un contrôle des armes et du pouvoir

en dehors du cadre constitutionnel. Le président yéménite a critiqué certaines analyses occidentales qu'il juge simplistes, soulignant que la sécurité apparente dans les zones contrôlées par les Houthis ne reflète pas un véritable équilibre politique ou social. Selon lui, considérer les Houthis comme une autorité normale risque de légitimer le maintien des armes en dehors de l'État et de prolonger le conflit. Al-Alimi a également alerté sur les capacités militaires avancées des Houthis, évoquant l'usage de missiles balistiques, de drones, de mines marines et d'attaques contre la navigation internationale dans la mer Rouge. Il a insisté sur le lien entre la stabilité du Yémen et la

sécurité des voies maritimes internationales, soulignant la nécessité de traiter les menaces à terre pour garantir un véritable calme en mer. Le président yéménite a par ailleurs salué le rôle de l'Arabie saoudite dans le soutien militaire, économique et humanitaire au Yémen, ainsi que les réformes internes menées par le gouvernement pour renforcer l'efficacité des institutions et favoriser la participation des femmes et des jeunes. Enfin, al-Alimi a salué l'accord historique de libération d'environ 1 750 détenus, négocié depuis Mascate, qualifiant cette initiative de «moment de joie et d'espoir» et de pas important vers le règlement humanitaire du conflit. Il a remer-

cié l'Arabie saoudite, le bureau de représentation spécial de l'ONU, Oman, la Jordanie et le Comité

international de la Croix-Rouge pour leur rôle dans la réussite de cette opération.

Plus de 1700 détenus libérées

Un accord d'échange de prisonniers, otages et détenus a été signé jeudi à Amman, en Jordanie, marquant une avancée majeure dans le conflit yéménite. L'accord prévoit la libération de 1 750 personnes issues de toutes les parties impliquées et repose sur le principe du «tous contre tous», sous la supervision du bureau de l'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen. Cette initiative a été rendue possible grâce à la participation de la Coalition de soutien à la légitimité au Yémen, de l'ONU, de l'Arabie saoudite, d'Oman, de la Jordanie et du Comité international de la Croix-Rouge. L'ONU a salué l'accord comme une étape importante pour renforcer la confiance et relancer le processus politique, tandis que le gouvernement yéménite l'a qualifié de véritable avancée humanitaire et que les Houthis l'ont décrit comme un accomplissement historique. Les prochaines étapes consisteront à assurer la mise en œuvre complète de l'accord selon le calendrier et le mécanisme validé, offrant ainsi un espoir tangible pour des milliers de familles touchées par la guerre.

LIBAN

L'entité sioniste et le Hezbollah s'affrontent

Le sud du Liban a été le théâtre d'une nouvelle escalade hier, alors que l'armée sioniste a mené une série de raids aériens et d'artillerie après minuit et dans la matinée. Les localités de Chhour, Nabatiyeh al-Fouqa et Mayfadoun, ainsi que la vallée située entre Tabnine et Saltania, ont été touchées. Un détonateur a également explosé dans la ville de Khiam, tandis que les tirs sionistes ont visé les périphéries des villages de Qalaouiyeh et Borj Qalaouiyeh et les zones de la vallée d'al-Hajjar et des villages de Fron et al-Ghandourieh.

En réaction, le Hezbollah a affirmé avoir visé des drones et avions sionistes avec des missiles sol-air et repéré plusieurs forces ennemies, dont des bulldozers, un char Merkava et des unités en mouvement vers différentes localités du sud. Le mouvement chiite a précisé que certaines de ces forces tentaient de s'approcher d'infrastructures vitales, comme une station de pompage au nord de Taybeh. L'armée sioniste, par la voix de son porte-parole Avichay Adraee, a émis un avertissement urgent aux habitants de plusieurs villages libanais, leur

demandant d'évacuer leurs domiciles et de s'éloigner d'au moins 1 000 mètres des zones de conflit, précisant que quiconque se trouve à proximité des forces et installations du Hezbollah met sa vie en danger. Adraee a insisté sur le fait que l'armée sioniste n'avait pas l'intention de cibler les civils, mais qu'elle répondait aux violations de l'accord de cessez-le-feu.

Cette escalade survient alors que la deuxième ronde de négociations entre le Liban et l'entité sioniste se tient à Washington, dans un contexte de fortes tensions sur

le terrain. L'intensification des frappes et les avertissements d'évacuation rappellent la fragilité de la situation dans le sud libanais, où les populations civiles sont régulièrement prises entre les affrontements militaires et les tensions diplomatiques.

Les observateurs redoutent que cette nouvelle confrontation ne compromette les efforts de négociation et n'accroisse les risques pour la population civile, tout en soulignant la complexité d'une situation où les conflits militaires et les enjeux politiques s'entrelacent étroitement.

COUPE DU MONDE 2026

Pas d'écran noir pour la Chine

En attribuant au groupe d'État de radio-télévision CMG les droits de retransmission du mondial, la FIFA met fin à une incongruité qui voyait un pays de 1,4 milliard d'habitants dans le noir sur la diffusion de l'un des événements les plus importants au monde quelques semaines avant son coup d'envoi.

La FIFA a attribué au groupe d'État de radio-télévision CMG les droits de retransmission pour la Chine de la coupe du monde masculine de football qui commence dans moins d'un mois, ainsi que de celle de 2030, a annoncé vendredi un média d'État chinois.

L'accord d'exclusivité pour la Chine concerne aussi les coupes du monde féminines de 2027 et 2031, a dit CCTV, opéré par CMG (China Media Group).

Cette annonce met fin à une incongruité qui voyait un pays de 1,4 milliard d'habitants dans le noir sur la diffusion de l'un des événements les plus importants au monde quelques semaines avant son coup d'envoi. La Chine n'est certes pas



qualifiée pour la coupe du monde au Canada, aux États-Unis et au Mexique, mais le football y est populaire.

La FIFA avait déjà vendu les droits des coupes du monde 2018 et 2022 à CCTV.

L'incertitude avait semé l'émoi chez les fans de foot en Chine. Le résultat de «ces négociations est une bonne nouvelle, non seulement les droits de diffusion d'une coupe du monde, mais de deux à la fois», s'est réjoui l'un d'eux sur les réseaux sociaux.

CMG a acquis les droits médiatiques exclusifs ainsi que les droits de sous-licence pour la Chine continentale (hors Hong Kong et Macao donc) cou-

vrant la télévision en clair, la télévision payante, l'internet et les appareils mobiles, a précisé CCTV. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué.

Les médias chinois ont invoqué les sommes initialement réclamées par la FIFA pour expliquer l'absence d'accord.

Des émissaires de l'organisation internationale se sont déplacés cette semaine en Chine pour rencontrer des représentants de CMG, a appris l'AFP de source proche des tractations.

Le média chinois The Paper a fait état d'une transaction à hauteur de 60 millions de dollars. «Est-ce qu'on ne ferait pas mieux de donner cet argent aux

gens», s'est interrogé un usager des réseaux sociaux dans un message très «liké».

La réticence des diffuseurs asiatiques a été imputée aux prétentions financières de la FIFA rapportée aux horaires peu propices des matches.

Avec le décalage horaire, le match d'ouverture et la finale débiteront à 3h00 du matin en Chine.

Dans l'autre plateau de la balance, la Chine a représenté 49,8% de l'ensemble des heures de visionnage sur les plateformes numériques et les réseaux sociaux à l'échelle mondiale pendant la Coupe du monde 2022 au Qatar, selon la FIFA.

●SERIE A

L'INTER SIGNE LE DOUBLÉ NATIONAL

Dans ce football italien devenu si tristounet, c'est bien l'Inter qui règne en seul maître.



Mercredi dernier, la Beneamata a remporté la dixième Coupe d'Italie de son histoire en s'imposant en finale face à la Lazio au Stadio Olimpico. Une victoire presque tranquille pour les Nerazzurri tant les Romains ont montré peu d'opposition dans leur propre stade. Les hommes de Cristian Chivu, déjà sacrés champions d'Italie, réalisent le premier doublé du Calcio depuis 2018, accompli par la Juventus de Massimiliano Allegri à l'époque. Dans l'ancre des Capitolini, les Interistes n'ont pas tardé à prendre l'avantage. Sur un corner frappé par Federico Dimarco, Marcus Thuram dévie le ballon juste ce qu'il faut pour qu'Adam Marušić le pousse dans ses propres filets (0-1, 14e). Vingt minutes plus tard, c'est au tour de l'autre membre de la ThuLa, Lautaro Martínez, de faire la différence (0-2, 34e). L'attaquant argentin peut chaleureusement remercier Denzel Dumfries, qui a chipé le ballon bien trop facilement à Nuno Tavares – bien faiblard avant-hier soir – aux abords de la surface romaine.

Menée de deux buts, la Lazio tarde à véritablement passer la deuxième, alors que l'Inter se contente de son côté de gérer son avantage sans prendre de risques. Boulaye Dia se présente bien face à Josep Martínez pour tenter de réduire l'écart, mais l'attaquant ivoirien bute sur le portier espagnol (70e). Ce sera bien la seule occasion franche des Biancocelesti. À l'image de sa saison en Serie A, l'Inter n'a pas eu à forcer pour démontrer sa supériorité et ajouter un nouveau trophée dans son armoire.

●REAL MADRID

VALVERDE FERME LA PORTE À UN DÉPART



Federico Valverde ne veut pas entendre parler d'un transfert. Malgré l'intérêt annoncé du PSG et de la Juventus, le joueur du Real Madrid souhaiterait poursuivre son aventure chez les Merengues.

Selon AS, l'international uruguayen a clairement fait savoir à ses représentants qu'il ne comptait pas quitter le club madrilène cet été. Les récentes tensions avec Aurélien Tchouaméni avaient pourtant relancé les spéculations autour de son avenir, au point d'attirer l'attention de plusieurs grands clubs européens.

Mais Valverde reste déterminé à tourner la page et à continuer sous les couleurs du Real Madrid, où il est devenu l'un des leaders du vestiaire. À 27 ans, le milieu né à Montevideo approche déjà les 380 matches avec la Maison Blanche et demeure un élément important du projet madrilène.

PREMIER LEAGUE

Arsenal sous pression, City à l'affût

La Premier League aborde sa 37e journée, l'avant-dernière de la saison, ce week-end. La lutte pour le titre se poursuit entre Arsenal et Manchester City.

Les Gunners, leaders avec 79 points, accueillent Burnley lundi prochain à 19h00 GMT. Leur dauphin, Manchester City (77 points), se déplace mardi à 18h30 GMT sur le terrain de Bournemouth.

Chelsea, de son côté, aura fort à faire face à Tottenham, dans un match crucial pour les deux équipes. Plusieurs autres rencontres sont également au programme

de cette journée. C'est la dernière ligne droite de la Premier League. À ce titre, Arsenal doit impérativement s'imposer à domicile pour conserver son avance sur les Skyblues avant l'ultime journée.

Les hommes de Mikel Arteta, en cas de contre-performance, risquent de laisser échapper le titre. Une victoire est donc indispensable pour atteindre leurs objectifs. À deux points du leader, Manchester City est également condamné à la victoire, tout en espérant un faux pas des Gunners.

Les hommes de Pep Guardiola ne veu-

lent rien lâcher et comptent profiter de la moindre erreur d'Arsenal. Ils n'ont plus totalement leur destin en main, mais restent en embuscade.

Chelsea, 9e au classement, veut se relancer afin d'accrocher une place européenne. Mais la tâche s'annonce difficile face à Tottenham, également sous pression.

Les Spurs, qui ont besoin de points pour assurer leur maintien, joueront leur va-tout dans cette rencontre. Déjà, hier, Liverpool avait rendez-vous à Villa Park face à Aston Villa dans un match crucial.

●LIGA

PAS DE RECORD DE POINTS POUR LE BARÇA

Déjà champion d'Espagne, le FC Barcelone s'est incliné sur la pelouse du Deportivo Alavés (1-0), mercredi dernier à Mendizorrotza. Une défaite sans conséquence au classement, mais lourde symboliquement : les Blaugrana abandonnent définitivement l'objectif d'un record de points en Liga. Avec 91 unités à deux journées de la fin, les hommes de Hansi Flick ne peuvent plus atteindre la barre des 100 points, un cap franchi seulement à deux reprises en Espagne : par le Real Madrid de

José Mourinho en 2011-2012, puis par le Barça de Tito Vilanova en 2012-2013.

Dans une rencontre globalement maîtrisée par les Basques dans l'intensité, Alavés a fait la différence juste avant la pause. Sur un corner, Ibrahim Diabaté surgit et trompe Wojciech Szczęsny d'une reprise à bout portant (45e+1, 1-0).

Très remanié, le Barça a manqué de rythme et d'inspiration, se montrant peu dangereux malgré la possession. Une prestation terne pour les Catalans, déjà tournés vers la fin de saison.

Avec ce succès précieux, Alavés grimpe à la 15e place (40 points) et prend un peu d'air dans la course au maintien, tandis que la lutte reste serrée derrière.

●MLS

LIONEL MESSI CONTINUE DE SE RÉGALER

Sympa, la prépa pour le Mondial. Deuxième de conférence Est en MLS, l'Inter Miami s'est remis dans le bon sens en enchaînant deux victoires après un coup d'arrêt (une défaite contre Orlando et un nul contre New England Revolution). La dernière, obtenue cette nuit à Cincinnati (3-5), Miami la doit en grande partie à son homme à tout faire, Lionel Messi.

À 38 balais, l'octuple Ballon d'or continue de se régaler aux States : il a inscrit un doublé et délivré une passe décisive avant-hier matin, ce qui le fait rester sur quatre buts pour autant d'offrandes lors des trois derniers matches. En forme, l'Argentin se prépare tranquillement à la Coupe du monde (il a été présélectionné par Lionel Scaloni), où l'Argentine défendra son titre dans un peu moins d'un mois.



FINALE RETOUR DE LA COUPE DE LA CAF : ZAMALEK-USMA

Les rouge et noir y croient

À 90 minutes d'un nouveau sacre continental, les Algériens s'appuient sur leur discipline tactique et leur résilience loin de leurs bases pour croire en un exploit dans un stade où les Égyptiens sont redoutables.

L'ultime bataille est arrivée. Ce samedi, USM Alger jouera l'un des matchs les plus importants de son histoire récente en affrontant Zamalek SC au Stade International du Caire, à l'occasion de la finale retour de la Coupe de la Confédération africaine. Après son succès au match aller à Alger (1-0), l'USMA aborde ce rendez-vous décisif avec un léger avantage, mais tout reste à jouer face à un géant du football africain poussé par son public.

Les Rouge et Noir ont réalisé une première manche solide au stade du 5-Juillet grâce à une prestation disciplinée et un but salvateur dans les dernières minutes. Ce court avantage permet aux hommes de Lamine N'Diaye de croire sérieusement à un nouveau sacre continental, trois ans après leur premier titre remporté en



2023.

Mais au Caire, le contexte sera totalement différent. Le Zamalek,

habitué des grandes soirées africaines, compte renverser la situation devant des tribunes acquises à

sa cause. Les Égyptiens misent sur leur expérience continentale et sur la pression du Stade International du Caire pour faire vaciller l'USMA. Malgré la défaite à Alger, le club cairote garde intactes ses chances de remporter le trophée.

De son côté, l'USMA devra afficher beaucoup de caractère, de rigueur défensive et de maîtrise mentale pour résister à l'intensité annoncée de cette finale retour. Le club algérois pourra notamment s'appuyer sur la confiance accumulée ces dernières semaines après son sacre en Coupe d'Algérie et son parcours remarquable sur la scène continentale.

Le coup d'envoi de cette finale retour est prévu ce samedi 16 mai au Stade International du Caire à 18h GMT. Toute l'Algérie espère voir l'USMA résister au défi égyptien et ramener un nouveau trophée continental à Alger.

CR BELOUZDAD

Djaber Naâmourne affiche sa fermeté

Nommé directeur sportif du CR Belouizdad, Djaber Naâmourne a tenu un discours ferme, marqué par la volonté de remettre de l'ordre et de redonner au club son statut. « Il s'agit d'une mission et non d'un honneur », a-t-il déclaré, affirmant vouloir instaurer une gestion plus rigoureuse et centralisée au sein du club. Dans un contexte difficile après les récents résultats, il a insisté sur la nécessité de stabilité et a mis en garde contre toute tentative de déstabilisation du groupe, rappelant que le championnat n'est pas encore terminé. Naâmourne promet de s'investir pleinement pour relancer le CRB, laissant entendre que des changements importants pourraient intervenir à la fin de la saison.

SAÏD ALLIK, DIRECTEUR SPORTIF DE L'USM ALGER

« Marquer un but au Caire serait l'idéal »

Le directeur sportif de l'USM Alger, Saïd Allik, a déclaré mercredi passé que les joueurs étaient « motivés et déterminés » à offrir un nouveau titre continental à l'Algérie, soulignant l'importance de marquer un but, samedi face aux Égyptiens du Zamalek SC, au stade international du Caire (19h00, heure algérienne), en finale « retour » de la Coupe de la Confédération africaine de football. « Nous avons réussi à remporter la première manche chez nous. Maintenant, il reste un second acte décisif au Caire qu'il faut bien négocier. Les joueurs sont motivés et déterminés pour décrocher cette coupe. L'objectif est de leur marquer un but au Caire et de gagner, ce serait l'idéal et clé pour remporter le trophée », a indiqué Allik à la presse. Le responsable du club de Soustara, s'exprimait à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, peu avant le départ de la délégation de l'USMA pour Le Caire, à bord d'un vol spécial. Au terme d'un scénario hitchcockien, l'USMA avait remporté samedi dernier le match « aller » (1-0), au stade olympique du 5-Juillet d'Alger, grâce à un penalty transformé dans le temps additionnel par Ahmed Khaldi (90'+7). « Dans ce genre de rendez-vous important et décisif, c'est primordial d'être à la hauteur. J'espère qu'on rentrera avec le trophée en main », a-t-il ajouté. Considéré comme le président historique de l'USMA, Allik (78 ans) avant dirigé l'USMA pendant 16 ans (1994-2010), remportant plusieurs titres au niveau national. Il avait signé son retour au club algérois la saison dernière, en tant que directeur sportif. « Sur le plan personnel, après tant d'années à l'USMA, j'ai toujours visé un trophée continental. J'espère que cette fois-ci, ce sera la bonne », a-t-il conclu.

CAN U17:

L'Algérie arrache le nul face au Ghana

La sélection algérienne des moins de 17 ans a entamé son parcours dans la Coupe d'Afrique des Nations U17 2026 par un match nul spectaculaire face au Ghana (2-2), avant-hier soir à Rabat, dans le cadre de la première journée du groupe D. Les jeunes Verts ont connu une entame de rencontre très compliquée en encaissant deux buts durant les dix premières minutes. Les Ghanéens ont d'abord ouvert le score dès la 3e minute grâce à Gavi Yao, avant

qu'Eric Gyamfi ne double la mise sur un superbe lob à la 10e minute, plongeant rapidement les hommes d'Amine Ghimouz dans une situation délicate. Mais au retour des vestiaires, la réaction algérienne a été immédiate et pleine de caractère. Plus entreprenants et dominateurs dans le jeu, les coéquipiers d'Adem Benali ont réduit l'écart à la 57e minute grâce justement à ce dernier, avant que Melwane Zaidi n'égalise trois minutes plus tard seulement,

relançant totalement la rencontre. Portée par cette dynamique, l'Algérie a même eu l'occasion de renverser le match. Les Verts ont obtenu un penalty à la 66e minute, mais Ilyas Grini a malheureusement manqué sa tentative, laissant échapper une victoire qui semblait à portée de main. Dans l'autre rencontre du groupe D, l'Afrique du Sud a pris le meilleur sur le Sénégal (2-1). Les Sud-Africains ont marqué par Inganathi Simama et un but contre son camp de Cheikh

Thior, auteur également de l'unique réalisation sénégalaise. À l'issue de cette première journée, l'Afrique du Sud prend seule la tête du groupe avec trois points. L'Algérie et le Ghana suivent avec un point chacun, tandis que le Sénégal ferme la marche. Les jeunes Algériens devront désormais confirmer demain face à l'Afrique du Sud dans un match déjà important pour la qualification aux quarts de finale et à la prochaine Coupe du monde U17.

PLAY-OFFS DE LIGUE 2

Quatre prétendants pour un seul billet

Le dernier ticket d'accession à la Ligue 1 Mobilis de football sera au centre de toutes les attentions ce samedi, à l'occasion des demi-finales des play-offs de la Ligue 2 amateur. Celles-ci mettront aux prises le CA Batna au CR Témouchent et l'USM El Harrach à l'US Chaouia, dans deux affiches inédites programmées respectivement à Baraki et à Oran, à huis clos. Le premier duel mettra aux prises le CA Batna et le CR Témouchent, samedi à 17h00, au stade Nelson-Mandela de Baraki, dans une confrontation ouverte à tous les pronostics entre deux formations ayant réalisé un parcours régulier durant la saison.

Le CA Batna, pensionnaire du groupe Centre-Est, a terminé le championnat à la troisième place avec 60 points, à égalité avec l'US Chaouia, grâce notamment à son succès décroché lors de l'ultime journée face à l'USM Annaba (2-0). Ancien club de Ligue 1 et demi-finaliste malheureux de la Coupe d'Algérie, le CAB tentera de franchir l'obstacle de son adversaire et de valider son billet pour la finale des play-offs.

En face, le CR Témouchent a composé sa qualification pour les barrages lors de la dernière journée du groupe Centre-Ouest, après sa victoire à domicile contre le WA Tlemcen (2-0). Les Témouchentois ont bouclé l'exercice à la troisième place avec 59 points, devançant le RC Kouba au classement particulier.

La seconde demi-finale opposera deux anciens champions d'Algérie, l'USM El Harrach (1998) et l'US Chaouia (1994), samedi à 17h00, au stade Miloud-Hadefi d'Oran, dans une affiche au parfum de Ligue 1 entre deux clubs au riche passé footballistique.

L'USM El Harrach abordera ce rendez-vous avec le statut de dauphin du groupe Centre-Ouest, après avoir terminé la saison avec 62 points. Les Harrachis, sous la conduite de l'entraîneur Lyamine Bougherara, ont confirmé leur bonne dynamique lors de la dernière journée en dominant largement le WA Mostaganem (3-0).

De son côté, l'US Chaouia a longtemps entretenu l'espoir d'un retour direct parmi l'élite avant



de concéder le match nul sur le terrain de l'US Biskra (1-1), un résultat insuffisant pour empêcher les Biskris de décrocher l'accession directe. Les partenaires de Siriman Konaté ont terminé le championnat à la deuxième place du groupe Centre-Est avec 60 points. Les vainqueurs des deux demi-finales se retrouveront en

finale, prévue le mercredi 20 mai à 17h00 au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou, pour tenter d'obtenir le dernier sésame d'accession à la Ligue 1 professionnelle. Pour rappel, toutes les rencontres des play-offs se dérouleront à huis clos, a indiqué la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

Programme des barrages d'accession :

Demi-finales / Samedi 16 mai 2026 (17h00) :

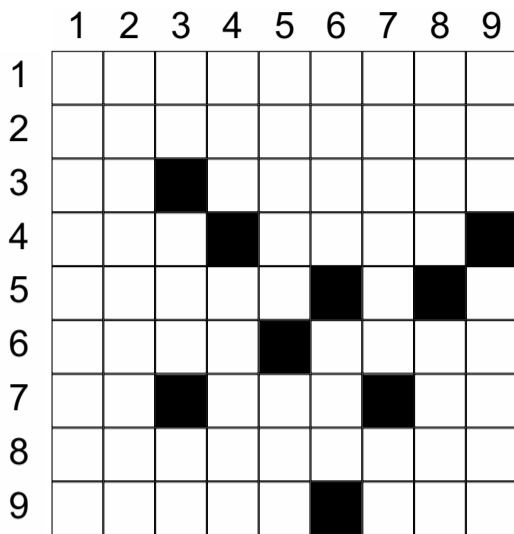
Stade Nelson-Mandela (Baraki) : CA Batna – CR Témouchent

Stade Miloud-Hadefi (Oran) : USM El Harrach – US Chaouia

Finale / Mercredi 20 mai 2026 (17h00) :

Stade Hocine Aït Ahmed (Tizi Ouzou) : Vainqueur match 1 – Vainqueur match 2

Mots Croisés



Horizontalement

1- Des réprimandes . 2- Qui se rapporte à un empereur. 3- A moi - Partie de la plante qui est en terre. 4- Avec les autres - Embarrassé. 5- Matière de chandail. 6- Ventile - Empereur de Russie. 7- Mis pour ceci - Préposition indiquant le moyen - Mammifère arboricole du Brésil. 8- Lieu planté de roseaux. 9- Dans l'encrier - Asticot.

Verticalement

1- Se moque de lui-même. 2- Odeur qui se dégage de certains corps. 3- Rapport de police - Titre donné en Angleterre - Symbole du scandium. 4- Grande étendue d'eau salée - Mathématicien écossais. 5- Perturbation atmosphérique - Bière anglaise. 6- Ville du sud de la France - Répartition du courrier. 7- Petites femmes - Symbole de l'électronvolt. 8- Petite ville de France - Rivière de Suisse. 9- Crie comme un cerf - Choisir parmi d'autres.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Jactonce
Jacktance
Jactonce
Jactance

Herbouriste
Herboriste
Herbboriste
Herborriste

Incombustible
Incombustible
Incombustibe
Incombustible

Nocturne
Nocturne
Nockturne
Naucturne

Les mots fléchés

INCRÉDULITÉ	CERCLE LUMINEUX ÉQUIPÉ	TOUCHE, RENCONTRE À EUX	PAS LÀ !	ARRIVER DÉCLINER	BOURRICOTS SA FIN EST FÊTÉE	IMPÉRATRICES RUSSES
OPTIMISTE			CONCEVANT ÇA			
DANS L'EXAGONE GRANDE PERTE						
			MARQUE DE DÉDAIN ALOURDI		À LUI L'ÉTÉ EN EST UNE BELLE	
ROUTE NATIONALE FAIS QUELQUE CHOSE	ROUSPÉ-TEURS CANEVAS D'UN FILM					DES TAS DE GERBES
		AVANCÉES EN MER SORTIES DU SOMMEIL			COPAIN	
ENTERRER	CONSEIL D'ÉTAT TUNISIEN ENDURÉ		LÉGER DÉCHIFFRÉ			
					MOUILLE LE FRONT PASSAGE D'UN SUJET À L'AUTRE	
HAUTE À TAGHIT REMISE		AVEC LES COUTUMES		PARTIES DE CHEMISES RUMINANTS D'AFRIQUE		
			VILLE DE FRANCE PAS CRU			TERRES EN MER
DANSEUSE DE REVUE AVANT TU			NOMBRE INSIGNE ROYAL		AVANT DO AVANT DEVANT	
	PROVENU INSTRUMENT DE SKANDRANI			APRÈS TIC POSE UNE CONDITION		DIX DÉCENNIES
PAS TRISTE	FLEUVE D'ITALIE REMUE		ÉVOLUÉ NOTE			
		PRIT LA FUITE PLANS D'EAU			EN BOURGOGNE	
COURSE VIVE MANGEA			UN PEU D'EAU	PETITE QUANTITÉ ENFOUÏE DANS LE SABLE		MOT D'HÉSITATION
		AU DESSUS DU LOBE			PLAQUE SUISSE MIS POUR ICI	
IL FAIT ILLUSION CORRECTION		BIFFÉ			SOLUTION	
			AXE DES ROUES			

BIFFE-TOUT

EN 6 LETTRES :
Rouge ou blanche, la bonne chair

ABRI
AFFUT
AGILE
AGUETS
ANIMAL
ANTRE
ASPECT
AUTOMNE
BEC
BETE
BLANC
BOIS
BRANCHE
BRUIT
BUISSON
CACHETTE
CARTE
CHAIR
CHASSE
CIVET
CLAPIER
COULEUR
CRAINTE
DANGER
ECORCE
ELEVAGE
FACE
FAIBLE
FAIM
FEMELLE
FEUILLE
FIN
FLAN
FORET

FUITE
FURET
FUSIL
GARENNE
GAVE
GIBIER
GITE
GRACE
GRIS
GUET
HABITUDE
HASE
HERBE
INSTINCT
LEVRAUT
LIEVRE
LUTTE
MANGE
MEFIANCE
METS
MONTAGNE
MUE
NATURE
NOCTURNE
ODORAT
PAS
PATTE
PEAU
PETIT
PIEGE
PISTE
PLAIN
POIL
PRAIRIE

PRE
PROIE
RACE
RAGE
RAPIDE
RARE
REFLEXE
REGAL
REPAS
REPOS
RUSE
RUT
SENTE
SENTIER
SOIF
SOIN
SUEUR
TANIÈRE
TEINTE
TERRAIN
TERRIER
TETE
TOMBE
TRACE
TROU
VENT
VIF
VITE
VUE

E N N E R A G A V E T T A P R A I R I E
S N R A G E S E C S A E V S T E U G T N
S E G I N T V O T E B R E H P S T T C R
A L L A E I R E C N R R N E E E E R L U
H E I U T C M A N R I I R I A H C E A T
C V G E E N R A A P O E T A C E V T P C
O A E N V G O C L S I R T A P R C O I O
U G T E A R E M B N O S C S A I I A E N
L E N R L M E P A U P R T U O L D H R A
E T E E S L L T T E U R T E V I C E B T
U I S I P A I C A T A R O D O N F O E U
R R R T I A N U R M I A F I A A I U R R
E G U N E I S H E A N U L R E S V E T E
I P E E T R A R E F I I B U I S S O N P
B E I S U B O L N T S N A P D A D V A A
I T N E I S A F E U E F T R H A C I F S
G I E T G G E T F A I B L E R N N F A O
I T U R E E E U E N M O T U A E U G C P
T D B R U I T O M B E C E L U T T E E E
E C N A I F E M E L L E F E X E L F E R

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

1- RADICALE - NAIS - NEVADA - MOISE - FINAL - BRIBE - GO - ABOIE - UNI - HAUSSA - KLAXON - NEE - SAISI - RE - OC - SNACK - DAME - ETAU - RIVERA - GRIMACE - REPLI - GENA - VASE - PAR - CREA - NUE - BETE - THEATRE - YSER - ICI - FEE - OSAIS - NEF - SA - OR - IN - JETAS - BON-DEE - ALIAS - DESSUS - BLESSE.

VERTICALEMENT

1- MANIGANCER - ABSORBE - DENOUE - TIGREES - OS - DIVA - SESAME - TRAINS - CALAS - NUANCE - INDU - LAD - BASA - CAR - IS - ES - LABO - ACRE - ETC - JE - CE - RIKIKI - VAHINE - MIELS - VRAIE - ETAL - SNOB - AIDES - AFFALE - AIEUX - ARPENDE - SIS - DIS - NORMAL - URES - AS - SERINEE - IDEE - AISE.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

1- PROVISION. 2- RAVIR - RIA. 3- ECU - EPIS. 4- CILS - ISIR. 5- INEPTÉ - FA. 6- PE - OUST. 7- ISERE - OUS. 8- UTERINE. 9- ERE - SITES.

VERTICALEMENT

1- PRECIPICE. 2- RACINES. 3- OVULE - EUE. 4- VI - SPORT. 5- IRE - TUESS. 6- PIES - RI. 7- IRIS - TOIT. 8- OISIF - UNE. 9- NA - RASSES.

4x4

Trépanation - Ombrelle
Trombine - Vilipender

BIFFE-TOUT : QUITTERA



Page réalisée
par Souïki Sidali



10/10

SAVEURS DZ À SINGAPOUR

Maremyst est un petit stand halal, situé au Golden Mile Food Centre à Singapour, qui fait découvrir la cuisine algérienne. Le chef algérien, Yahiaoui Yaacob, propose des plats simples comme le poulet chermoula et la chitha them servis en rice bowls. Les habitants découvrent des saveurs nouvelles, avec des épices, du riz et des sauces typiques. Le lieu devient populaire car il mélange cuisine algérienne et street food locale. Avec plus de 300k vues, les internautes manifestent curiosité et surprise positive face à une cuisine peu connue, beaucoup saluent l'originalité, même si certains trouvent les goûts assez nouveaux et déroutants.

9/10 KHELIF EN CHANEL À CANNES

Au Festival de Cannes, des internautes ont partagé une image stylisée de Imane Khelif en tailleur Chanel. La publication a suscité admiration et commentaires sur son élégance, mêlant sport et haute couture et renforçant son image d'icône moderne. Avec plus de 79k vues, ils saluent globalement un mélange réussi de sport et de glamour, très apprécié.



8/10 ADIEU À DEUX LÉGENDES ALGÉRIENNES



La scène artistique algérienne pleure deux voix de son âme. Le comédien Kamel Zerara, visage marquant de la scène théâtrale et télévisuelle, s'est éteint à 59 ans, laissant derrière lui des décennies d'émotion et de rire. Quelques heures plus tard, le maître du chaâbi Abdelmadjid Meskoud quittait à son tour la scène à 73 ans. Deux artistes, deux mémoires, un même vide dans le cœur des Algériens. Avec plus de 35k vues, les internautes disent que l'Algérie a perdu aujourd'hui deux étoiles qui ont bercé plusieurs générations.



7/10

L'ÉLÉGANCE DE LA SIMPLICITÉ

Les images de l'Ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie, James Downer, déambulant sans protocole dans les rues d'Alger et dégustant un simple sandwich de karantika ont largement enflammé les réseaux sociaux, dépassant les 17k réactions. Cette proximité spontanée a renforcé auprès des internautes l'image d'une diplomatie simple, humaine et accessible. Les internautes saluent un ambassadeur humble qui vit Alger comme un citoyen ordinaire, soulignant que ça change des images habituelles.

6/10

PUBG MOBILE S'EXCUSE AUPRÈS DES MUSULMANS

Le célèbre jeu vidéo PUBG Mobile a présenté ses excuses après une vive colère des joueurs musulmans. Le problème : Lors d'une mise à jour, les créateurs ont nommé une option du jeu «Yad Al-Jabbar». En arabe, «Al-Jabbar» est l'un des noms sacrés réservés à Dieu dans l'Islam. Associer ce nom religieux à un simple jeu a été jugé très choquant et irrespectueux. Devant les protestations sur Internet, l'entreprise a réagi vite. Elle a supprimé cet élément du jeu, s'est excusée et a promis de mieux vérifier le contenu à l'avenir pour respecter toutes les cultures. Plus de 8 500 internautes ont réagi sur des publications sur le sujet.

5/10 MOUTON HORS BUDGET ET BREBIS VIP

Avec la flambée des prix du mouton atteignant parfois 17 millions de centimes en Algérie, l'humour populaire s'en donne à cœur joie. Certains plaisaient en disant que «la brebis, en apprenant le prix du bélier, exigera d'accoucher à l'hôpital plutôt qu'à l'étable». D'autres ajoutent qu'au moment du mariage, elle réclamera aussi une étable rien qu'à elle, comme certaines femmes qui refusent désormais la maison familiale et exigent un logement indépendant. Derrière la satire, c'est toute la pression économique et sociale actuelle qui est visée. Avec plus de 6k réactions, les internautes trouvent la blague drôle et satirique, estimant qu'elle reflète avec humour la hausse du coût de la vie et l'évolution des exigences sociales en matière de mariage et d'indépendance.

4/10

FAST-FOOD, FAST-POLICE

À Oran, la police a réagi après la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux montrant un ressortissant étranger travaillant dans un fast-food, spécialisé dans la chawarma, et tenant des propos grossiers envers des jeunes filles. Une enquête a été ouverte et l'auteur a été identifié et localisé. Il a été arrêté, avec saisie de téléphones utilisés, avant d'être présenté au parquet. Avec plus de 3k réactions, les internautes saluent l'intervention rapide de la police et réclament plus de contrôle face aux comportements inappropriés sur les réseaux sociaux.

3/10

KADER JAPONAIS CHEZ SPOTIFY



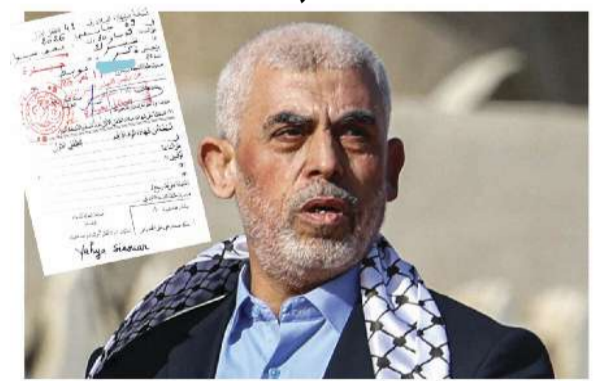
Le chanteur algérien, Kader Japonais, met en avant le raï sur la scène internationale après sa visite au siège de Spotify à New York, une étape symbolique qui confirme l'essor numérique et la portée mondiale de la musique algérienne. Avec près de 1k émojis, des internautes manifestent une fierté exceptionnelle pour la visibilité de la musique algérienne et relancent le débat sur la vraie portée artistique de cette médiatisation, les avis sont partagés mais globalement positifs.

2/10 ARNAQUE SANS FIN ?

Malgré les campagnes de sensibilisation d'Algérie Poste et plusieurs arrestations, les arnaques liées à Baridi Mob continuent. Des fraudeurs appellent les clients en se faisant passer pour des employés officiels afin d'obtenir les données de leurs cartes Edahabia. Plusieurs dossiers récents ont d'ailleurs été transmis à la justice. Le problème révèle une faille persistante entre la sensibilisation officielle et la vulnérabilité des usagers face aux techniques de manipulation téléphonique. Avec plus de 700 réactions, beaucoup s'interrogent sur la faille du système et la facilité avec laquelle les arnaqueurs continuent d'agir malgré les alertes. D'autres soulignent que, malgré les avertissements répétés, certains clients retombent encore dans le même piège.

1/10

YAHYA SINOUAR CHABRAK : «UN PRÉNOM, UNE CAUSE»



Dans une initiative qui a suscité des dizaines de réactions, la famille algérienne Chabrak a choisi de prénommer son nouveau-né «Yahya Sinouar Chabrak», en référence à Yahya Sinouar, figure du mouvement palestinien Hamas. Né le 09 janvier 2026 à Hydra, l'enfant porte ainsi un prénom que ses proches décrivent comme un symbole de solidarité profonde avec Ghaza et la cause palestinienne, dans un contexte marqué par une forte mobilisation populaire à travers plusieurs pays. En Algérie, où la cause palestinienne demeure profondément ancrée dans la conscience collective, cette initiative illustre une nouvelle fois l'impact émotionnel et symbolique des événements internationaux sur la société. Cette décision a rapidement enflammé les réseaux, où de nombreux internautes ont salué un geste «courageux», «fidèle aux valeurs de soutien au peuple palestinien» et porteur d'un message de mémoire et d'engagement.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE AUX EXAMENS

LES AUTORITÉS METTENT LE PAQUET

À l'approche des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, des procureurs généraux ont réaffirmé, jeudi dernier, la détermination des autorités à lutter contre toutes les formes de fraude aux examens officiels.

Lors d'une journée d'étude organisée au niveau des wilayas de M'sila et d'El Tarf, les intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer les actions de prévention, de sensibilisation et de coordination entre les différents secteurs afin de préserver la crédibilité des examens officiels.

À M'sila, la rencontre, tenue au siège de la cour de justice, a réuni des représentants des autorités locales, des enseignants, des spécialistes du droit ainsi que des membres des services de sécurité. Le procureur général près la cour, Djamel Foudad, a souligné que cette journée d'étude constituait une occasion de rappeler l'importance de ces échéances scolaires et l'engagement de l'État à les protéger à travers un arsenal juridique et des moyens humains et matériels conséquents.

Le magistrat a notamment mis en avant les amendements introduits par la loi 20-06 portant modification du code pénal, qui a intégré un chapitre spécifique relatif aux atteintes à l'intégrité des examens et concours. Selon lui, garantir la transparence des examens finaux exige «la mobilisation de tous les acteurs du secteur de l'éducation, des institutions de l'État, de la société civile ainsi que des parents d'élèves». De son côté, le président de la cour de M'sila, Hassan Mehira, a estimé que la protection de la crédibilité des ex-



mens de l'enseignement moyen et secondaire passe avant tout par la sensibilisation des élèves et la promotion des valeurs de mérite, d'intégrité et d'honnêteté académique. Il a également insisté sur l'importance des mesures préventives, notamment la sécurisation des centres de préparation, d'impression et de transport des sujets d'examen, ainsi que la mobilisation des moyens nécessaires au bon déroulement des épreuves.

POURSUITES IMMÉDIATES

Concernant le volet répressif, le même responsable a rappelé l'application de poursuites immédiates contre les personnes impliquées dans la fuite ou la diffusion des sujets d'examen, avec des sanctions sévères prévues par la loi. Le directeur de l'éducation de la wilaya, Mohamed Meddahi, a, pour sa part, indiqué que les services de son secteur poursuivent régulièrement des campagnes de sensibilisation au sein des

établissements scolaires afin de mettre en garde les élèves contre les risques et les conséquences de la fraude lors des examens officiels. À El Tarf, les participants issus des secteurs de la justice et de l'éducation ont également appelé à une mobilisation collective des institutions sécuritaires, éducatives et judiciaires pour lutter contre toutes les formes de fraude et préserver l'équité entre les candidats. Le procureur général près la cour d'El Tarf, Mohsen Chekhab, a affirmé que l'autorité judiciaire accorde une attention particulière à ces examens nationaux, notamment en matière de lutte contre les atteintes à leur intégrité, dans le cadre du respect du principe d'égalité des chances. Il a rappelé que les dispositions légales en vigueur prévoient des peines pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et d'importantes amendes. Ces sanctions concernent non seulement les candidats impliqués dans des actes de fraude, mais également toute personne participant à ces pratiques, qu'il s'agisse d'encadreurs, de surveillants ou d'intervenants extérieurs au secteur éducatif. Enfin, les responsables ont appelé les parents à renforcer leur rôle d'accompagnement et de sensibilisation, notamment face aux fausses informations et aux contenus trompeurs susceptibles d'être diffusés sur les réseaux sociaux à l'approche des examens officiels.

I. K.

PERTURBATION DES CANDIDATS AU BEM ET AU BAC LES MISES EN GARDE ET RAPPELS DE L'ANIRA



L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (Anira) a appelé, jeudi dernier, dans un communiqué, les établissements audiovisuels à accompagner les efforts consentis pour mettre les candidats aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat dans les meilleures conditions possibles, à travers une couverture médiatique professionnelle et responsable loin du sensationnalisme et de la course à l'audimat. «A l'approche des examens du brevet d'enseignement moyen et du baccalauréat, l'Anira rappelle à l'ensemble des établissements audiovisuels l'importance de concourir au succès de ce rendez-vous national important et de contribuer à accompagner les efforts consentis pour mettre les candidats dans les meilleures

conditions possibles.» L'Autorité a rappelé «avoir relevé par le passé certains dépassements non justifiés malgré ses mises en garde, notamment en ce qui concerne les interviews d'enfants mineurs à la sortie des centres d'examen», prévenant qu'il s'agit d'«un manquement aux dispositions légales et réglementaires régissant l'activité médiatique, notamment le décret exécutif 24-250 fixant les dispositions du cahier des charges générales imposables aux services de communication audiovisuelle et la loi 15-12 relative à la protection de l'enfant».

«La protection des droits de l'enfant et la préservation de sa dignité et de son intégrité psychologique et morale relèvent d'un engagement juridique et éthique qui ne tolère aucun dépassement,

notamment lors des couvertures médiatiques à caractère sensible pouvant avoir un impact psychologique ou social négatif sur les mineurs», souligne l'Anira. L'Autorité a également insisté sur «l'obligation d'obtenir au préalable un consentement explicite du tuteur légal autorisant l'apparition médiatique de mineurs ou la réalisation d'interviews avec eux, tout en veillant au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant et en évitant tout ce qui pourrait l'exposer à la stigmatisation, à l'exploitation médiatique ou au cyberharcèlement, conformément aux dispositions légales en vigueur». Dans ce cadre, l'Anira a appelé les établissements audiovisuels à «s'éloigner de certaines pratiques fondées sur le sensationnalisme et la course à l'audimat au détriment de l'éthique, et à privilégier une couverture médiatique professionnelle et responsable, contribuant à répandre un climat de sérénité et d'encouragement parmi les élèves et leurs familles». L'Autorité a, en outre, assuré qu'elle «suivra, dans le cadre des prérogatives que lui confère la loi, tout ce qui est susceptible de porter atteinte au bon déroulement de ces examens ou aux droits des candidats», en appelant au «respect de la déontologie de la profession, des dispositions de la loi sur l'information et des textes réglementaires encadrant l'activité audiovisuelle».

FRONTIÈRES AVEC LE MAROC Mise en échec de tentatives d'introduction de 2,5 quintaux de kif



Des tentatives d'introduction de plus de 2,5 q de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 6 au 12 mai, a indiqué, jeudi dernier, un bilan opérationnel de l'ANP. «Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 6 au 12 mai 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté 11 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le

territoire national. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 56 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 2 q et 52 kg de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 3,2 kg de cocaïne et 1.473.878 comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires», relève le bilan. A Tamansasset, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et In Salah, des détachements de l'ANP «ont arrêté 124 individus et saisi 33 véhicules, 122 groupes électrogènes, 99 marteaux-piqueurs, des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite». De même, «12 autres individus ont été appréhendés et 2 pistolets mitrailleurs, un pistolet automatique, 9 fusils de chasse, 60 275 litres de carburants et 15 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes». Par ailleurs, les garde-côtes «ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 46 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 251 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national», conclut la même source.